

Nouveaux moteurs de croissance 1993-2002

SOMMAIRE

Avant-propos	4
Résumé	5
Introduction	7
1. Une économie dynamique sur son marché intérieur mais un retard encore important	9
1.1. Une croissance économique remarquable	9
1.2. Le rattrapage : un objectif de long terme	10
2. Les moteurs de la croissance	13
2.1. De nouveaux moteurs	13
2.2. Un investissement en progression rapide	17
2.3. Une croissance qui privilégie le marché intérieur	20
3. L'essor d'une nouvelle économie réunionnaise	25
3.1. Une économie aujourd'hui fortement orientée vers les services	25
3.2. La transformation structurelle de l'économie	27
4. Des entreprises productives et concurrentielles	31
4.1. Des entreprises performantes	31
4.2. Une situation comptable tendue dans un contexte dynamique	32
4.3. Une économie concurrentielle sinon compétitive	35
5. Une croissance des dépenses publiques moins rapide que le PIB	39
5.1. Une croissance des dépenses publiques moins rapide que le PIB	39
5.2. Des dépenses trop fortes ou trop faibles ?	39
5.3. Un besoin de financement qui s'allège	43
6. Une dynamique économique au profit des ménages	45
6.1. Une forte hausse du pouvoir d'achat	45
6.2. Un taux de prélèvement qui reste faible	45
6.3. Le boom du logement et de l'épargne	48
6.4. Une économie inégalitaire, mais des gains largement partagés	50
6.5. Un quart seulement de la population a un emploi	51

AVANT-PROPOS

L'information économique dans les départements d'Outre-mer est plus dense que dans les régions métropolitaines françaises. Les Dom disposent de comptes économiques régionaux, d'enquêtes de conjoncture, de données douanières, de nombreuses statistiques sectorielles et d'enquêtes emploi spécifiques qui n'existent pas dans les autres régions. La spécificité des économies ultra-marines justifie pleinement la richesse de ce système d'information.

Cependant cette quantité de données n'est que faiblement exploitée, les études macro-économiques y sont peu fréquentes, laissant le champ libre à bon nombre d'idées reçues et de visions caricaturales des économies domiennes.

Partant de ce constat, l'INSEE, l'Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer et l'Agence Française de Développement se sont associés dans le cadre du projet CEROM (Comptes Rapides pour l'Outre-Mer) pour valoriser cette base de données.

Ce projet se décline en trois volets :

- Des travaux d'étude macro-économique, initiés par l'AFD (bilans, études thématiques ou sectorielles, simulations d'impact).
- L'élaboration de comptes économiques rapides, pilotée par l'INSEE, permettant une évaluation des principaux agrégats comptables (PIB, revenus des ménages...) dès le milieu de l'année suivante.
- La mise en place d'indicateurs synthétiques conjoncturels offrant des éléments précoces d'appréciation de la conjoncture. Ces travaux sont conduits par l'IEDOM.

Les études déjà réalisées en Guadeloupe et en Martinique montrent que ces économies insulaires sont particulièrement dynamiques et que l'image souvent véhiculée d'une économie "assistée" correspond peu à la réalité.

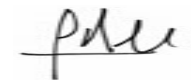
Cette étude fait suite à La Réunion à une étude thématique sur l'évolution de l'emploi intitulée "Une double transition presque réussie". Elle s'attache à analyser les moteurs de la croissance de la dernière décennie et l'émergence d'une nouvelle économie fortement tertiaire, créatrice d'emplois.

Le directeur régional
de l'INSEE-Réunion



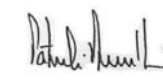
J. GAILLARD

Le directeur de
l'IEDOM Réunion



F. DALLIER

Le directeur de
l'AFD Réunion



P. PEAUCELLIER

RÉSUMÉ

Entre 1993 et 2002, La Réunion a été la région française la plus dynamique en terme de croissance économique. Les gains de productivité globaux ont été deux fois supérieurs à la moyenne française. Le revenu par habitant, exprimé en pourcentage de la moyenne nationale, a progressé de huit points (de 57 % en 1993 à 65 % en 2002).

Cette croissance peut naturellement être rapprochée du faible niveau de revenu initial et être vue comme l'expression du rattrapage d'une région ultra-périphérique en retard structurel. Un tel rattrapage n'a cependant rien d'automatique, compte tenu notamment de la dynamique démographique qui reste vive (1,8 % dans les années 1990) et son existence constitue déjà un résultat appréciable.

À travers cette croissance, c'est bien une "nouvelle économie" réunionnaise qui semble prendre son essor, s'appuyant sur des services marchands à destination des particuliers et des entreprises mais qui donne aussi une place croissante à de petites activités industrielles dans l'agroalimentaire ou les biens d'équipement. Cette nouvelle économie remplace en termes de poids économique (dans le PIB ou dans les exportations) une économie traditionnelle fondée sur l'agriculture et la filière sucrière dont le poids relatif diminue. Elle supplée également comme moteur de croissance, les activités toujours dominantes considérés comme caractéristiques de l'économie réunionnaise récente : administration, commerce, bâtiment. L'économie réunionnaise est ainsi devenue une économie de services, lesquels créent 84 % de la valeur ajoutée. Services marchands et services administrés se partagent, à parts égales, l'essentiel de la création de richesse. Les services administrés ne recouvrent pas seulement l'activité des administrations publiques mais aussi un secteur associatif

et un secteur privé dans le domaine social particulièrement développés.

Les entreprises sont devenues un vecteur de cette transformation structurelle. Près du quart de la valeur ajoutée créée par les sociétés a été investie au cours de la période. Une forte concurrence sur le marché intérieur a initié ce mouvement où les progrès de productivité ont permis de maintenir la stabilité des prix. Tout semble indiquer qu'il reste des marges de manœuvre pour poursuivre cette dynamique entrepreneuriale, y compris sur le marché intérieur en ce qui concerne par exemple les petites entreprises de services, mais aussi de manière plus large sur les marchés extérieurs.

De nouvelles activités de services mais aussi industrielles se sont développées rapidement. Ces activités sont liées à des modes de consommation en plein essor de la part des ménages (immobilier, tourisme, télécommunications, transports) et des entreprises (services aux entreprises, services financiers) et à la progression de l'import-substitution. C'est la dynamique de ces activités, associée à un phénomène plus vaste de modernisation (de la distribution par exemple), qui tire la croissance réunionnaise.

Les mutations sont d'autant plus fortes que cette dynamique ne s'est pas essentiellement appuyée sur les ressorts généralement évoqués pour le développement économique des Dom : les transferts publics et la consommation des ménages. Ces deux moteurs ont paru plutôt en retrait sur la période 1993-2002. La consommation privée a certes été dynamique mais les ménages réunionnais ont aussi tiré parti de leurs revenus supplémentaires pour accroître leur taux d'épargne. Le poids de la consommation publique en proportion du PIB a reculé : le solde global des administrations publiques (différence entre leurs recettes

et leurs dépenses) est passé de 36 % du PIB en 1993 à 33 % en 2002.

Le logement sous toutes ses formes – construction, amélioration, acquisition, location – a été l'activité la plus dynamique de l'économie. Mais, d'autres sources de croissance, moins attendues et plus prometteuses, ont également oeuvré. Les gains de productivité ont été élevés. L'investissement a été globalement dynamique. L'import-substitution s'est poursuivi. Les exportations ont crû à un rythme moyen de plus de 8 % l'an, notamment sous l'impact du secteur touristique¹.

Les ménages ont été les principaux bénéficiaires de la croissance. Recevant les trois quarts des revenus créés par l'économie, ils ont bénéficié de la hausse continue des salaires distribués, de transferts sociaux progressant plus rapidement que les prélèvements. Comme au niveau national, les revenus de remplacement constituent le quart des revenus des ménages, mais à La Réunion, ils proviennent beaucoup plus d'une redistribution entre inclus et exclus du marché du travail que d'une redistribution entre générations. La progression des revenus a davantage profité aux ménages modestes et s'est donc accompagnée d'une réduction sensible des inégalités. Le pouvoir d'achat moyen par habitant s'est élevé de plus d'un quart entre 1993 et 2002, entraînant une évolution du comportement des ménages, notamment vers l'épargne, l'amélioration des logements et la consommation de services.

La hausse de la masse salariale a été particulièrement importante. La modération de l'inflation sur la période apparaît comme une performance presque paradoxale de l'économie réunionnaise. Le contexte de croissance dynamique a permis aux entreprises de faire face à cette situation au prix

d'une certaine tension comptable. Les mécanismes concurrentiels ont pleinement joué leur rôle. Les entreprises ont absorbé la hausse de leurs charges par des gains de productivité tandis que les marges se sont contractées.

Deux traits majeurs de l'économie réunionnaise ressortent donc à l'issue de cette étude. En premier lieu, le dynamisme, dont témoigne la croissance rapide et la modernisation de l'économie. La seconde caractéristique est celle de déséquilibres structurels persistants : déficit du commerce extérieur (à hauteur du quart du PIB), consommation supérieure au PIB (proche du tiers), répartition inégalitaire des revenus, conséquence du faible taux d'emploi.

Il n'est pas surprenant de constater que l'économie réunionnaise est structurellement donc durablement déséquilibrée. Mais il faut se garder d'appliquer à une économie régionale les critères d'équilibre d'une économie nationale. Les données structurelles ne paraissent "distordues" que comparées à une norme d'équilibre - les paramètres structurels moyens français - qui est celle d'une économie nationale. Il faudrait d'autres critères pour définir ce que doit être la structure vertueuse d'une région périphérique en phase de rattrapage d'un retard important.

Le rattrapage est-il en cours ? Se conjugue-t-il avec une "normalisation" des paramètres structurels, une tendance en direction de l'équilibre ? À ces deux questions, l'examen économique réalisé dans ce document conduit à répondre clairement par l'affirmative.

L'essor de cette "nouvelle économie réunionnaise" transforme progressivement la structure économique de l'île et contribue à la poursuite du "rattrapage" réunionnais.

¹ La dépense des touristes sur le sol réunionnais constitue une exportation, car il s'agit d'une vente de biens et de services à des agents économiques non-résidents. Les dépenses des touristes réunionnais hors de la région ne sont pas prises en compte.

INTRODUCTION

Entre 1993 et 2002, période sur laquelle on dispose d'une base statistique détaillée, La Réunion a été la région française qui a connu la plus forte croissance. Les gains de productivité globaux ont été deux fois supérieurs à la moyenne nationale. Le revenu par habitant, exprimé en pourcentage de la moyenne française, a progressé de huit points (de 57 % en 1993 à 65 % en 2002), soit un point par an en moyenne. Ce dynamisme de l'économie réunionnaise n'est pas forcément connu, les analyses macro-économiques sont en effet rares.

Le présent document se propose d'analyser le processus de rattrapage réunionnais – d'en comprendre les sources, les déséquilibres et les effets – à partir de l'exploitation des comptes économiques.

Plus que l'analyse de la structure macro-économique de l'île, il met l'accent sur les changements intervenus au cours des dix dernières années. Le document est structuré en cinq parties. Il s'attache à répondre aux questions suivantes :

- Quels moteurs de croissance ont œuvré au cours des dix dernières années ? (chapitre 2).
- Comment s'est transformée l'économie ? Peut-on parler de l'émergence d'une nouvelle économie ? (chapitre 3).
- Quel rôle ont joué les entreprises dans le processus de croissance ? (chapitre 4).
- Les dépenses de l'État ont-elles joué un rôle déterminant dans cette croissance ? (chapitre 5).
- Les ménages ont été les principaux bénéficiaires de cette évolution. Cette croissance a-t-elle profité à tous ou a-t-elle accentué les inégalités ? (chapitre 6).
- Le rattrapage est-il en cours ? Se conjugue-t-il à une "normalisation" des paramètres économiques structurels, une tendance en direction de l'équilibre ?

Avertissement : L'analyse porte sur la période 1993-2002 mais certaines comparaisons ne concernent que la période 1993-2001, les données 2002 n'étant pas disponibles pour tous les territoires comparés.

1. UNE ÉCONOMIE DYNAMIQUE SUR SON MARCHÉ INTÉRIEUR MAIS UN RETARD ENCORE IMPORTANT

1.1. Une croissance économique remarquable

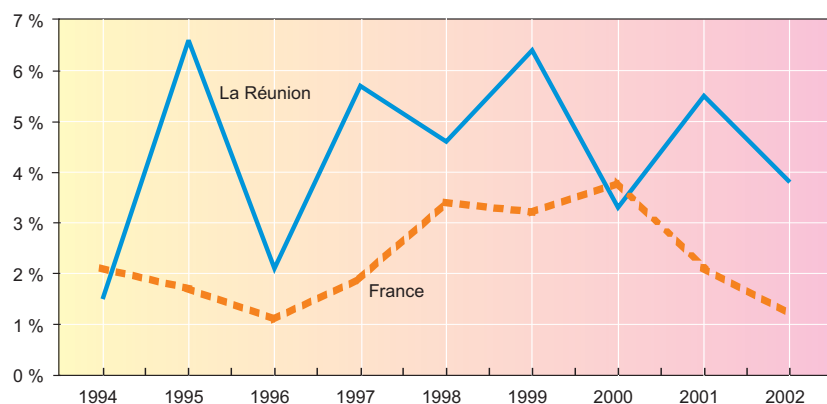
Le PIB de la région Réunion a crû à un rythme rapide entre 1993 et 2002, nettement plus vite que le PIB de l'ensemble de la France. La croissance moyenne annuelle s'est établie, en volume, à 4,3 % contre 2,3 % pour la France. La différence est moins importante en ce qui concerne le PIB par habitant qui a progressé de 2,5 % à La Réunion contre 2,0 % sur la France entière. Au total sur la période, cela représente une hausse du PIB moyen par réunionnais de plus de 22 %.

La Réunion a enregistré des croissances irrégulières mais globalement élevées sur la période, la plupart du temps

nettement au dessus de la croissance française. La comparaison permet également de constater que les cycles de croissance réunionnais se distinguent nettement de ceux de l'ensemble national. La montée régulière de la croissance française entre 1996 et 2000 ne se retrouve pas, par exemple, dans la tendance de l'économie réunionnaise dont l'évolution semble plutôt "en dents de scie".

Pour apprécier la performance de croissance réunionnaise, on peut la comparer d'une part avec celle des autres Dom, d'autre part avec celle des régions métropolitaines et enfin avec

Graphique 1 : Croissance en volume² 1993-2002



Source : INSEE - comptes économiques.

² Croissance en monnaie constante. À La Réunion, le PIB est déflaté par l'indice des prix à la consommation.

Tableau 1 : Croissance annuelle moyenne du PIB 1993-2001

	Croissance annuelle moyenne	Croissance annuelle moyenne par habitant
La Réunion	4,4 %	2,6 %
Guadeloupe	3,7 %	2,6 %
Martinique	3,2 %	2,4 %
Guyane	3,1 %	- 0,5 %
France	2,4 %	2,0 %
Pays de la Loire (1 ^{re} région métropolitaine en terme de croissance sur la période)	3,1 %	2,8 %
Lorraine (dernière région en terme de croissance sur la période)	1,7 %	1,9 %
Comores	0,6 %	- 1,9 %
Madagascar	3,3 %	0,3 %
Seychelles	3,4 %	1,9 %
Maurice	5,2 %	4,0 %
Maldives	5,8 %	3,1 %

Sources : INSEE, Banque Mondiale.

celle des économies insulaires de l'océan Indien.

L'île de La Réunion a été la région française de loin la plus dynamique, avec une croissance globale nettement supérieure à celle de toutes les régions françaises, Dom compris. Dans la zone de l'océan Indien, La Réunion n'atteint pas les niveaux des économies insulaires en forte croissance (Maurice, Maldives) mais dépasse nettement ceux des économies en crise (Madagascar, Comores).

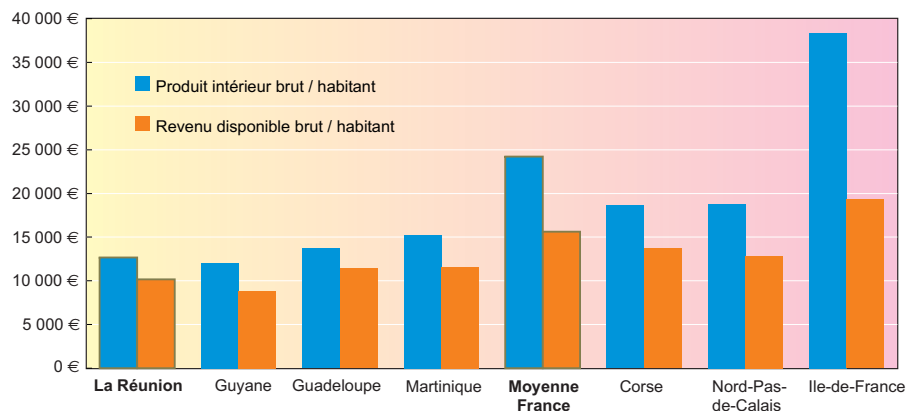
La croissance par tête est également très favorable, bien que moindre. Elle se situe au niveau de celle de la Guadeloupe ou encore des régions françaises ayant obtenu les meilleurs résultats de ce point de vue.

1.2. Le rattrapage : un objectif de long terme

Malgré les performances ci-dessus évoquées (une croissance de 4,3 % moyenne par an est inhabituelle dans le contexte français), le PIB par tête réunionnais reste faible. Il n'atteint que la moitié du niveau moyen français (53,3 % en 2002).

En 2001, le PIB par tête réunionnais se situe 8 % en dessous du niveau de celui de la Guadeloupe et 17 % en dessous de celui de la Martinique. Il ne représente que le tiers du niveau de l'Île-de-France et les deux tiers de celui de la Corse. L'Île-de-France et la Corse étant, en terme de niveau de PIB par habitant, les deux régions métropolitaines extrêmes.

Graphique 2 : PIB et revenu disponible moyen par habitant en 2001



Source : INSEE - comptes économiques.

Le retard est nettement moins fort en terme de revenu par habitant, La Réunion se situe au deux tiers de la moyenne française, à la moitié du niveau de l’Ile-de-France et 20 % en dessous de la région métropolitaine au plus faible revenu par tête (le Nord-Pas-de-Calais).

En évolution sur la période, l’économie réunionnaise s’est sensiblement rapprochée du niveau métropolitain. Le ratio “La Réunion/France entière” a progressé de presque 5 points pour le PIB par tête, passant de 48,5 % en 1993 à 53,3 % en 2002. Il a même progressé de 11 points pour le revenu disponible par habitant, passant de 57,4 % en 1993 à 68,4 % en 2002.

Néanmoins, le rattrapage de l’économie réunionnaise reste un phénomène de temps long. Si l’on prolon-

geait mécaniquement les tendances observées sur la période 1993-2002 respectivement pour les croissances par habitant française et réunionnaise, il faudrait de nombreuses décennies pour que le PIB par tête réunionnais atteignent le niveau de 85 % du PIB moyen français. Ce seuil étant actuellement celui des régions métropolitaines peu industrialisées.

Une telle prolongation, toutes choses égales par ailleurs, a peu de sens économique. Elle illustre cependant la perspective historique nécessaire pour appréhender le processus de rattrapage économique. De plus, l’historique de croissance ne peut être analysé indépendamment d’un regard sur la démographie de l’île. La Réunion traverse encore pleinement la phase active de sa transition démographique.

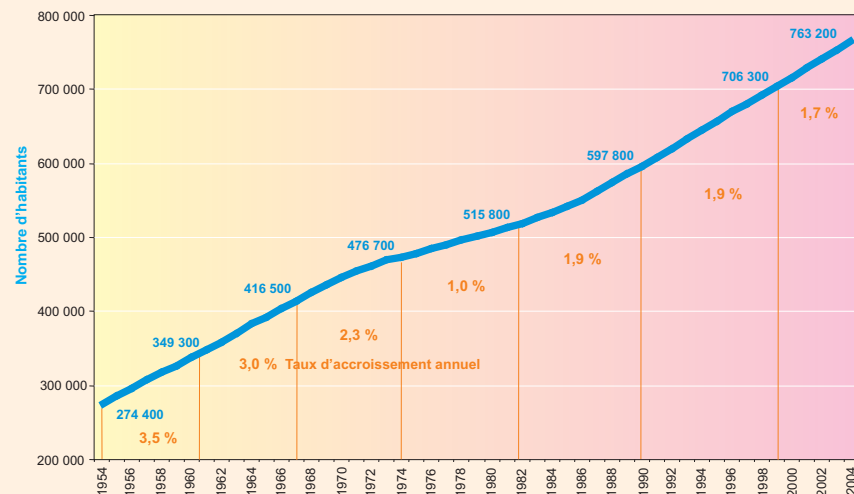
Une transition démographique qui s’attarde

La Réunion a entamé sa transition démographique vers 1930. Le phénomène a connu sa plus forte amplitude dans les décennies cinquante et soixante avec un taux d’excédent naturel dépassant les 30 ‰. En cinquante ans, de 1950 à 2000, la population a triplé.

Actuellement, le taux de mortalité a atteint un niveau bas (5 ‰) alors que le taux de natalité se situe encore autour de 20 ‰. En conséquence, le taux d’accroissement naturel, bien qu’en baisse depuis le début des années 50, n’en reste pas moins à un niveau élevé. Cet excédent naturel de population pèse de tout son poids sur la croissance démographique, et les mouvements migratoires, qu’ils s’inscrivent en excédent ou en déficit, infléchissent peu ce mouvement de fond. L’augmentation de population estimée à + 1,7 % par an entre 1999 et 2004 pourrait conduire la population réunionnaise à dépasser le million d’habitants en 2030.

Cette transition démographique, qui s’attarde sur le territoire réunionnais, alors que celles de la Guadeloupe et de la Martinique sont considérées comme terminées ne peut être ignorée dans les analyses relatives au département. Elle conditionne les questions liées à l’aménagement, aux équipements, à la demande de logement ou d’emploi, à la distribution des revenus.

Graphique 3 : Croissance démographique de La Réunion sur le long terme



Source : INSEE - recensements de la population.

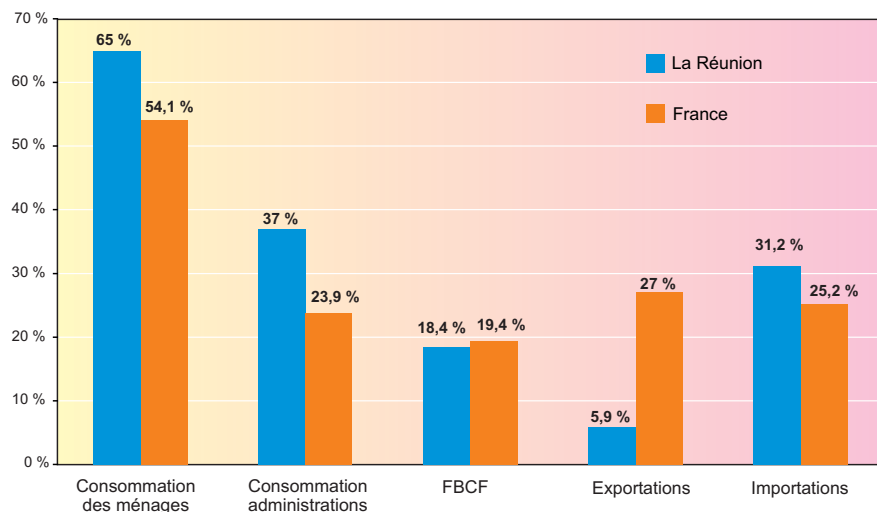
2. LES MOTEURS DE LA CROISSANCE

2.1. De nouveaux moteurs

Deux caractéristiques majeures de l'économie réunionnaise ressortent de la comparaison des économies réunionnaise et française. La première est l'importance, en part de PIB, de la consommation finale des ménages et des administrations. Elles se situent 10 à 13 points au dessus du niveau moyen français. La seconde est la faiblesse des exportations réunionnaises, 6 % du PIB environ, ce qui a pour conséquence directe un solde commercial déficitaire se montant à plus du quart du PIB.

Le poids des importations dans le PIB est également plus élevé à La Réunion (31 %) que sur la moyenne nationale (25 %). Mais c'est la modestie de l'écart qu'il convient de relever : en dépit de la différence de taille des économies, le taux d'importation réunionnais n'est pas si éloigné du taux d'importation de l'économie française dans son ensemble³. De même, les taux d'investissements sont également proches, autour de 20 % du PIB.

Graphique 4 : Structures comparées des économies réunionnaise et française en 2002



Source : INSEE - comptes économiques.

³ Il faut toutefois signaler que les importations réunionnaises sont sans doute sous-estimées du fait de la difficulté à apprécier les importations de services entre La Réunion et la métropole.

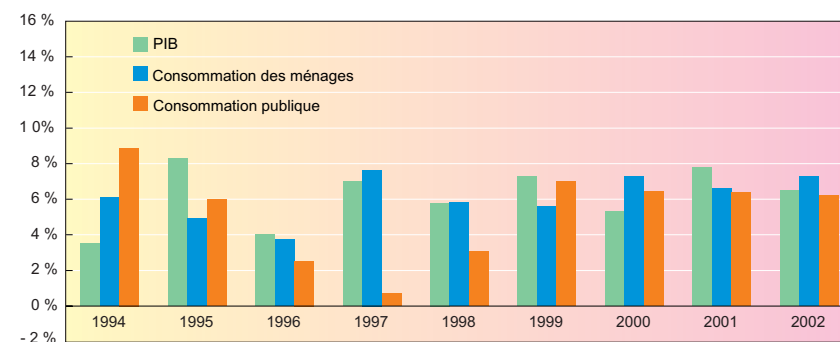
L'importance de la consommation finale (ménages et administrations) d'une part, et la faiblesse des exportations d'autre part, en proportion de la richesse réunionnaise, peuvent évoquer l'idée d'une "économie de consommation". Le constat supplémentaire du niveau conséquent des importations et des investissements conduit plutôt à évoquer une économie tournée vers son marché intérieur.

La comparaison du rythme annuel de progression du PIB avec celui des différents agrégats d'emplois et de ressources permet d'entrevoir quels ont été les éléments qui ont tiré la croissance tout au long de la période 1993-2002.

Deux sous-périodes se distinguent nettement.

Entre 1995 et 1997, le commerce extérieur stimule la croissance. Les exportations sont en effet sur ces années particulièrement dynamiques (tourisme), même si leur niveau ne peut entraîner qu'un impact limité sur l'ensemble de l'économie. Sur cette période, les importations progressent nettement moins vite que le PIB. Une consommation de plus en plus tertiaire, jointe à un phénomène d'import-substitution, pourraient être ainsi à l'origine d'une partie de la croissance, d'autant plus que cela est confirmé par le développement rapide des services et de la production industrielle locale. Des effets de prix jouent aussi vraisemblablement un rôle dans la modération des importations. Les prix des imports, en provenance de métropole en particulier, semblent avoir été globalement stables.

Graphique 5 : Progression en valeur courante des ressources et emplois du PIB

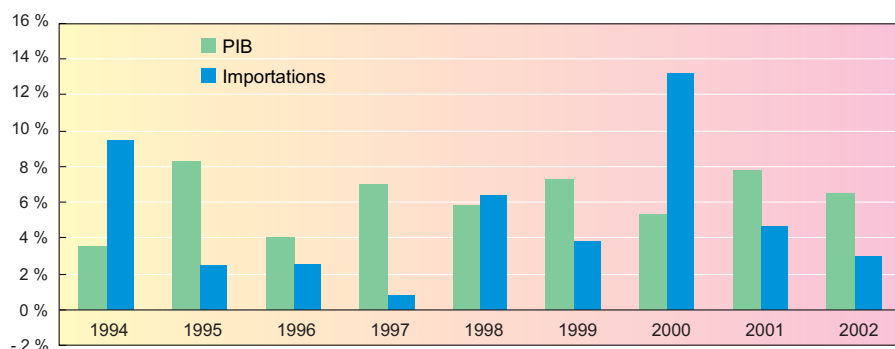
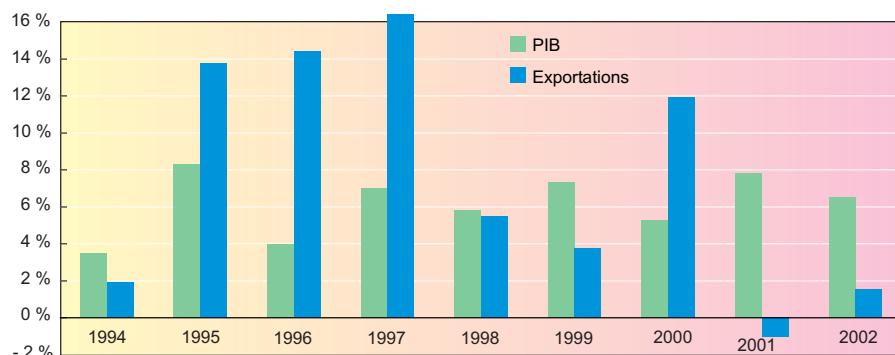
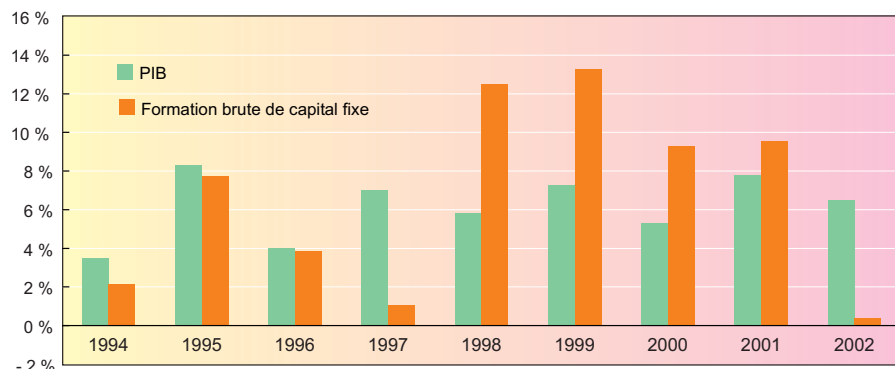


Source : INSEE - comptes économiques.

Mode de lecture des graphiques :

Les progressions reprises concernent les valeurs courantes. On ne dispose pas en effet de déflateur pour les différents postes de l'équilibre ressource-emploi. Cette lacune constitue une importante limite à l'interprétation que l'on peut faire de ces évolutions qui intègrent conjointement des variations de volume d'activité et des variations de niveau des prix.

En ce qui concerne les emplois (consommation, FBCF, exportations), une progression plus rapide que celle du PIB indique une source de dynamique économique et laisse penser que l'agrégat concerné a eu un rôle moteur dans la croissance de l'année analysée (ou qu'il y a eu un effet prix spécifique à ce type d'emploi).



Source : INSEE - comptes économiques.

Ce graphique sur les importations (ressources) doit se lire dans l'autre sens : une progression moins rapide des importations que du PIB peut signifier qu'un effet de substitution en faveur des produits locaux est un facteur de croissance (ou encore que les prix à l'importation évoluent moins vite que les prix locaux).

De 1998 à 2001 une forte croissance de l'investissement devient un élément moteur important de l'économie.

La croissance de la FBCF a été quatre années de suite supérieure à 8 % (et supérieure à 12 % en 1998 et 1999).

La consommation finale varie moins brutalement et plus en phase avec le PIB, dont elle est la principale composante. En 1994, la consommation des administrations semble tirer, de manière spécifique, l'ensemble de l'économie, sans doute en rattrapage de la récession de 1993 (cf. encadré). Le même constat, en ce qui concerne la consommation des ménages, apparaît de manière plus modérée en 2000 et en 2002. En 2000, il s'agit vraisemblable-

ment d'un effet de prix lié à la hausse des produits pétroliers, qui se manifeste aussi fortement sur les importations. En 2002 aussi, une hausse des prix a dynamisé les évolutions mesurées en valeur : les prix à la consommation ont augmenté de 2,7 % cette année-là marquée par le passage du cyclone Dina.

Hors l'année 1994, la consommation publique semble plutôt avoir eu un effet modérateur sur la dynamique économique tout au long de la période, mais tout particulièrement entre 1995 et 1998. La consommation publique n'a pas joué le rôle de principal moteur de croissance de l'économie, comme il est fréquemment évoqué pour l'économie réunionnaise à l'image des économies dominiennes.

La crise de 1993

En 1993, La Réunion subit une récession brutale, avec une chute de son PIB de 4 %. C'est le secteur productif qui est le plus touché. Les collectivités territoriales connaissent de graves difficultés de financement, dont les conséquences se font surtout sentir de façon indirecte, notamment par la baisse de leurs dépenses de personnel et de leurs investissements en BTP. Le secteur du bâtiment et du génie civil, déjà affecté par la fin des effets de la défiscalisation, perd une partie de ses commandes publiques et perd pied en 1993. Il entraîne avec lui d'autres secteurs productifs, à commencer par ses fournisseurs. Finalement de nombreuses entreprises se mettent en situation de repli.

Partant d'un niveau particulièrement élevé de plus de 40 % du PIB, le poids de l'absorption des revenus par la consommation des administrations publiques s'est réduite de trois points en l'espace de neuf ans. La régularité de ce phénomène sur la période montre qu'il s'agit certainement d'une tendance de fond. Elle signifie que la production de services administratifs représente un poids élevé mais décroissant dans l'économie réunionnaise. Cela provient en premier lieu d'un rythme de croissance de la dépense publique courante inférieur à celui du PIB.

La part de la consommation des ménages a été relativement stable. Aussi, la part de la richesse consommée (consommation finale) a décroît approximativement au rythme du recul du poids de la consommation publique.

Globalement, c'est le caractère d'"économie consommatrice" attribué à La Réunion qui s'atténue au cours de la période par la montée de l'investissement et des exportations au détriment de la consommation finale.

2.2. Un investissement en progression rapide

En première analyse, La Réunion semble avoir un niveau d'investissement relativement faible. L'île possède en effet, selon les données des comptes économiques, le taux d'investissement le plus faible des Dom, inférieur également à celui de l'ensemble de la France. Un tel constat est surprenant a priori pour une région dynamique, en pleine transition démographique et en phase d'équipement, bénéficiant de plusieurs dispositifs d'appui ou d'incitation à l'investissement.

En fait, la perspective est sensiblement modifiée si l'on compare les taux d'investissement par acteur économique.

Le taux d'investissement des sociétés réunionnaises est élevé à La Réunion : l'équivalent du quart de la valeur ajoutée est investie, soit environ 4,4 points de plus que le taux moyen français. Ce niveau d'investissement des sociétés est proche de celui de l'ensemble des Dom. De même, le niveau d'investissement public, comparé à la dépense courante des administrations publiques, est identique à celui de la métropole et des autres Dom.

Ce qui distingue La Réunion est un taux d'investissement des ménages particulièrement faible. Il est difficile de préciser s'il s'agit là d'une réelle

particularité, qui serait à relier au faible niveau de revenu des ménages réunionnais, ou si c'est le résultat d'une difficulté statistique à appréhender le prix des investissements en logements réalisés par les ménages.

Un effet de structure renforce la "faiblesse" du taux global d'investissement réunionnais. La part dans l'économie des sociétés non financières est nettement inférieure à l'équivalent dans l'économie française et plus faible également que celle enregistrée dans les autres Dom. Or les sociétés sont les principales contributrices de la FBCF. À l'inverse, les ménages et les administrations publiques, moindres investisseurs, pèsent d'un poids important dans l'économie de l'île.

Deux phases se distinguent nettement sur l'évolution de l'investissement. Entre 1993 et 1997, le taux d'investissement est plutôt stagnant et marque même un point bas en 1997, en dessous de 17 %

du PIB. À partir de 1997, on assiste au contraire à une dynamique de croissance rapide. Sur la période 1997-2001, l'investissement a connu un véritable boom en progressant de plus de 50 % (soit plus de 11 % d'augmentation annuelle moyenne en valeur courante), et a été sur cette période un important moteur de croissance. Cette hausse de l'investissement est partagée par l'ensemble des acteurs économiques mais elle est particulièrement impulsée par le secteur du logement des ménages.

L'acquisition de nouveaux logements privés par les ménages connaît une phase de haute conjoncture depuis 1998 à l'intérieur d'une période dans l'ensemble de forte dynamique, comme le montre la hausse continue des crédits à l'habitat (9,8 % de croissance annuelle moyenne sur 1993-2000).

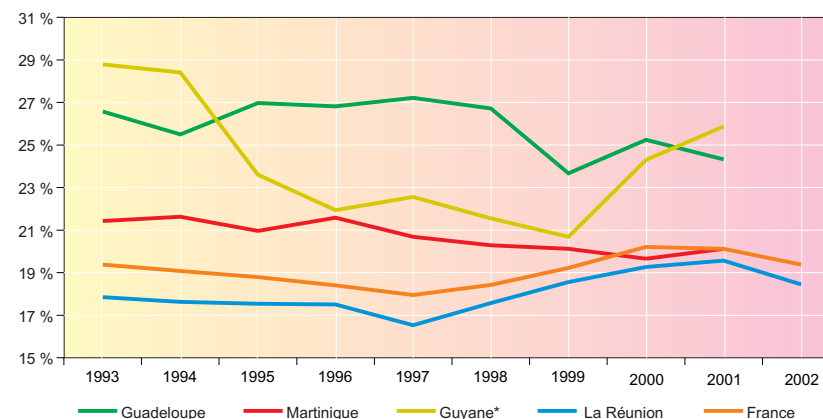
L'investissement public, en particulier dans le domaine des travaux publics, a

Tableau 2 : Poids des principales composantes de l'équilibre ressources-emplois dans le PIB (en %)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Cons. des ménages (1)	71,1	72,9	70,6	70,4	70,8	70,8	69,7	71,0	70,2	70,7
Cons. administrations (2)	40,1	42,2	41,3	40,7	38,3	37,3	37,2	37,6	37,1	37,0
Conso finale (1+2)	111,2	115,0	111,9	111,1	109,1	108,1	106,9	108,6	107,3	107,7
FBCF	17,8	17,6	17,5	17,5	16,5	17,6	18,6	19,3	19,3	18,4
Exportations (3)	5,2	5,1	5,4	5,9	6,6	6,6	6,3	6,7	6,2	5,9
Importations (4)	34,2	36,2	34,2	33,7	31,8	32,0	30,9	33,2	32,3	31,2
Solde commercial (3-4)	-29,0	-31,1	-28,9	-27,8	-25,2	-25,4	-24,6	-26,5	-26,1	-25,3
Variations de stocks	0,0	-1,6	-0,6	-0,8	-0,4	-0,3	-0,9	-1,4	-0,8	-0,8

Source : INSEE - comptes économiques.

**Graphique 6 : Taux d'investissement (FBCF/PIB)
France et départements d'Outre-mer**



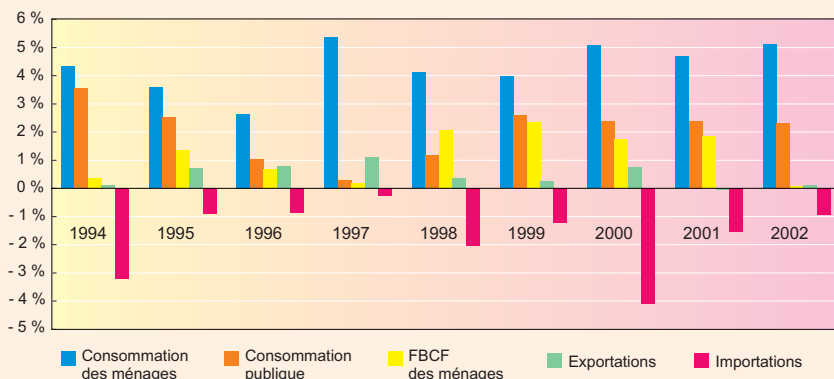
Source : INSEE - comptes économiques.

Mesurer l'impact de chaque composante sur le PIB en tenant compte de son poids : les contributions à la croissance.

L'impact des effets d'entraînement dépend toutefois bien entendu de la nature et de l'importance des différents emplois : ainsi les variations de la consommation des ménages (qui représente près de 80 % du PIB) ont un impact bien supérieur à celles des exportations qui ne pèsent qu'à peine plus de 5 % du PIB.

Si l'on tient compte des poids des divers agrégats, la consommation des ménages reste la première contributrice à la croissance du fait de son poids considérable, et ce même lorsqu'elle augmente moins vite que le PIB. De même, la consommation publique, du fait de son importance, est traditionnellement la deuxième pourvoyeuse de croissance. Mais, phénomènes remarquables, elle est supplantée en 1997 par les exportations et en 1998 par l'investissement. De 1998 à 2001, le dynamisme de l'investissement parvient même à générer deux points de croissance par an, toutes choses égales par ailleurs.

Graphique 7 : Contributions à la croissance du PIB



Source : INSEE - comptes économiques.

La contribution à la croissance du PIB représente l'effet sur le PIB d'une composante "toutes choses égales par ailleurs". Pour une composante étudiée, sa contribution indique de combien le PIB aurait évolué sous l'effet de cette seule variation, c'est-à-dire si les autres composantes étaient restées stables. Exemple : en 2001, l'accroissement de la consommation finale des ménages aurait produit une croissance de 4,8 % si les autres composantes étaient restées stables.

La contribution des importations est négative car les importations, en tant que dépense hors territoire, pèsent sur la croissance.

La contribution se construit par le produit de l'accroissement de la composante et de son poids relatif à la période précédente. Le calcul de la contribution se construit à partir de la variation mesurée de la composante étudiée, elle n'intègre pas les effets indirects.

Tableau 3 : Taux d'investissement des acteurs économiques (moyenne 1997-2001, période où l'investissement joue un rôle moteur)

	Moyenne 1997-2001	La Réunion	DOM	France
Sociétés non financières				
Taux d'investissement (FBCF/VA)		23,3 %	25 %	18,9 %
Ménages				
Taux d'investissement (FBCF/Revenu Disponible)		6,2 %	8 %	8,6 %
Administrations publiques				
Investissement public/dépenses courantes ⁴		15,9 %	16,1 %	16 %

Source : INSEE - comptes économiques.

également connu une évolution favorable entre 1998 et 2001, en particulier du fait de l'intensification de programmes routiers et du démarrage de la deuxième phase du chantier de basculement des eaux.

2.3. Une croissance qui privilégie le marché intérieur

Une des caractéristiques les plus frappantes de l'économie réunionnaise, à l'image de celle des autres Dom, est l'écart entre le niveau des importations et le niveau des exportations, qui se monte à plus d'un quart du PIB.

L'importance du déficit ne doit surtout pas laisser croire à un niveau "trop important" d'importations. L'image d'une économie essentiellement consommatrice de produits en provenance

de la métropole est parfois évoquée. Avec un taux d'importation sur PIB se montant à 31,2 % en 2002 pour une économie de moins d'un million d'habitants, on peut dire qu'il n'en est rien, comme le montre la comparaison effectuée (graphique 8) avec l'ensemble des pays du monde de moins de deux millions d'habitants pour lesquels l'information est disponible en 2000 (source : Banque Mondiale).

Parmi les petites économies, La Réunion apparaît, particulièrement introvertie dans une perspective internationale⁵. Autrement dit, compte tenu de la taille de l'économie, le marché intérieur réunionnais est particulièrement développé et diversifié. Par exemple, moins de 30 % de la consommation alimentaire des ménages rémunère des importations⁶.

⁴ Consommations intermédiaires + rémunérations + impôts sur la production nets des subventions.

⁵ L'information est disponible sur 36 pays de moins de deux millions d'habitants. Parmi ceux-ci, six seulement ont un taux d'ouverture aux importations (imports/PIB) inférieurs à celui de La Réunion. La Polynésie Française et la Nouvelle Calédonie font partie de ces six pays, ce qui montre que la faible ouverture aux importations est une caractéristique partagée par l'outre-mer français en général (à l'exception de la Guyane du fait des importations liées à l'activité spatiale).

⁶ C'est-à-dire plus de 70 % de la dépense de consommation alimentaire des ménages est constituée de revenus locaux (production, marges et impôts).

Tableau 4 : Contribution des différents acteurs à la croissance de la FBCF
en valeur courante (en %)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Croissance FBCF	2,1	7,8	3,9	1,1	12,5	13,3	9,3	9,5	0,4
dont :									
Sociétés non financières	9,6	3,7	3,0	-2,9	6,6	0,0	2,6	0,4	0,4
Institutions financières	-0,2	0,0	0,2	0,1	2,8	0,6	1,3	1,4	0,7
Entreprises individuelles ménages (hors EI)	-0,5	0,6	0,8	-0,7	0,2	0,1	0,3	0,2	0,2
Administ. publiques	-2,4	0,9	-2,9	5,6	-1,3	6,2	1,3	2,4	-2,3

Source : INSEE - comptes économiques.

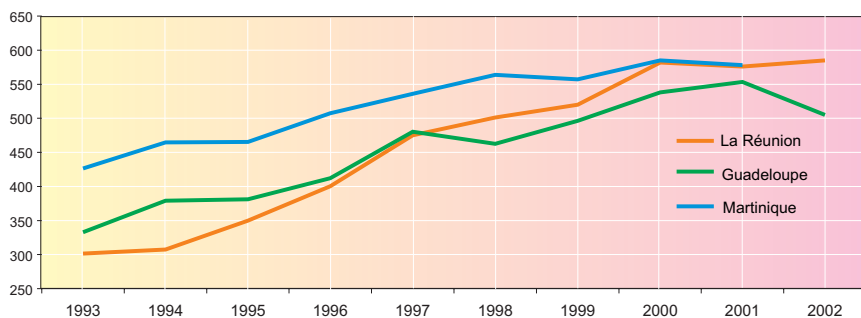
En revanche, une spécificité de l'économie réunionnaise est bien son faible taux d'exportation qui se monte à 5,9 % du PIB en 2002. Ce taux est faible quelle que soit la base de comparaison adoptée, y compris par rapport aux autres Dom.

En 1993, le niveau d'exportation à La Réunion était inférieur en valeur à celui de la Martinique ou de la Guadeloupe.

En 1998, les exportations réunionnaises ont dépassé celles de la Guadeloupe et en 2002 celles de la Martinique. Il s'agit toujours d'un niveau faible, mais la dynamique en revanche a été rapide : 7,6 % de croissance annuelle moyenne entre 1993 et 2002.

Cette dynamique des exportations est un élément important de l'évolution des années 1990 qui s'accompagne

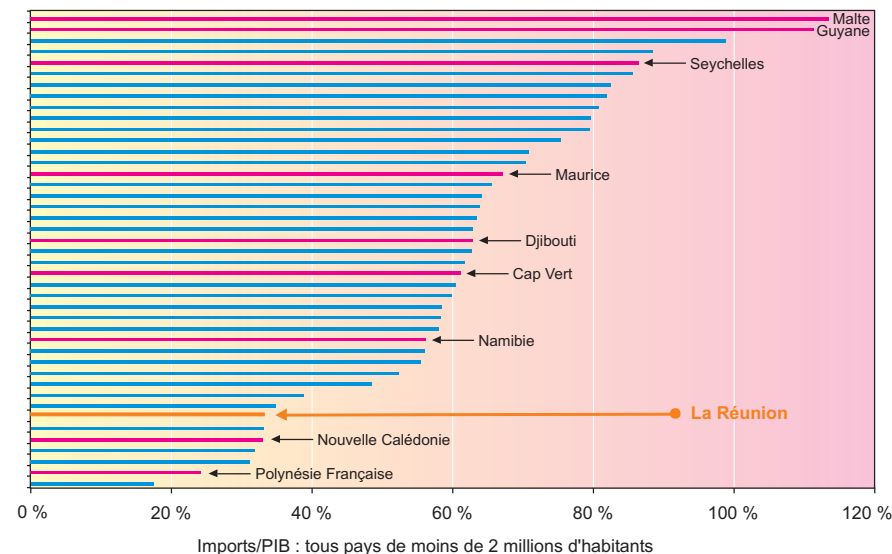
Graphique 8 : Exportations des départements d'Outre-mer⁷
(valeur courante en millions d'euros)



Source : INSEE - comptes économiques.

⁷ La Guyane n'a pas été reprise dans ce graphique du fait du caractère très particulier de ses exportations, dominées par le spatial.

Graphique 9 : Taux d'ouverture aux importations des petites économies (2000)



Sources : INSEE - comptes économiques, Banque Mondiale

d'une mutation structurelle. La progression des exportations réunionnaises est d'autant plus remarquable qu'elle ne doit rien à la filière sucrière, dont le poids recule de près de 19 points dans l'ensemble des exportations. En 2002, 59 % des exportations réunionnaises sont constituées de services, ce taux était de 47 % en 1993.

Plus de la moitié des exportations provient de la dépense des touristes. Ce poste a suivi une augmentation très rapide entre 1993 et 1996. Sur les neuf ans examinés, le rythme moyen annuel est de 9,7 % en dépit d'un recul en 2001.

Certains postes d'exportations, partant il est vrai de très bas, ont connu des rythmes d'évolution explosifs. C'est le cas des services en général, mais aussi des produits agroalimentaires (poisson notamment) ou encore des produits du secteur primaire⁸.

Les exportations sont néanmoins loin de couvrir les importations. Le déficit d'échanges avec l'extérieur est naturellement financé par d'autres flux de ressources en sens inverse. En particulier, La Réunion est bénéficiaire d'un transfert public, solde de financement des administrations publiques, largement positif. Ce constat conduit à relativiser "l'introversi"on réunionnaise. Les échan-

⁸ Les exportations de poisson sont enregistrées en produits de la pêche (secteur primaire) quand il s'agit de poisson frais et en produits des industries agro-industrielles quand le poisson est congelé.

Tableau 5 : Évolution des exportations réunionnaises par grandes catégories de produit

	Poids dans les exportations 1993	Poids dans les exportations 2002	Différence de poids 2002/1993	Taux de croissance annuel moyen
Secteur primaire (hors canne à sucre)	0,9 %	1,2 %	0,4 %	12,0 %
Sucre, rhum	36,6 %	18,9 %	- 17,7 %	0,0 %
Industries agroalimentaires (hors sucre, rhum)	3,2 %	9,3 %	6,0 %	20,9 %
Ind. des biens d'équipement	6,4 %	6,9 %	0,4 %	8,4 %
Autres secteurs secondaires	5,8 %	5,0 %	- 0,9 %	5,7 %
Transports	1,5 %	4,2 %	2,7 %	20,7 %
Activités financières	1,9 %	0,8 %	- 1,1 %	- 2,7 %
Autres services	0,1 %	2,2 %	2,1 %	51,5 %
Dépenses des touristes	43,5 %	51,6 %	8,0 %	9,7 %
Ensemble	100,0 %	100,0 %	0,0 %	7,6 %

Source : INSEE - comptes économiques.

ges avec l'extérieur sont faibles en ce qui concerne les biens et services. Ce n'est pas le cas des mouvements de transferts et de capitaux, hélas mal connus en l'absence d'une balance des paiements. Les échanges d'épargne et d'investissement avec la métropole forment un élément déterminant de

l'économie de l'île. De même, l'insertion régionale des acteurs économiques réunionnais passe sans doute davantage par des stratégies d'investissement à l'extérieur (à Mayotte, Maurice ou Madagascar par exemple) que par des exportations directes.

3. L'ESSOR D'UNE NOUVELLE ÉCONOMIE RÉUNIONNAISE

3.1. Une économie aujourd'hui fortement orientée vers les services

Les services contribuent à 84 % de la valeur ajoutée réunionnaise en 2002, ce qui peut être jugé considérable en regard de leur poids dans l'économie française (75 %) et dans les Dom antillais (82 % pour la Martinique et la Guadeloupe). Dans l'environnement géographique de La Réunion, les services contribuent à 62 % du PIB de Maurice ou encore à 75 % de celui des Seychelles.

A contrario, le poids de l'agriculture se situe désormais à un niveau proche de ce qu'il est en métropole et l'industrie dans son ensemble est sous-représentée.

La caractéristique ressortant le plus nettement (et qui écrase la part des autres branches) est la place prépondérante des branches administrées (éducation, santé, social et administration), qui contribuent à 39 % de la valeur ajoutée réunionnaise en 2002. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, cette caractéristique ne reflète pas une place plus importante de l'administration publique à La Réunion que dans les autres Dom et en métropole.

Elle est liée, d'une part, à l'importance toute particulière, dans le domaine social, des institutions privées sans but lucratif (les associations) qui traduit

l'action des acteurs politiques locaux qui ont fortement encouragé l'économie sociale et solidaire. D'où un poids des ISBLM (institutions sans but lucratif au service des ménages) supérieur à La Réunion à celui observé dans les autres départements français d'Amérique. Ces ISBLM agissent quasi-exclusivement dans le domaine non marchand. Leur valeur ajoutée est mesurée par leurs emplois (le plus souvent des emplois aidés).

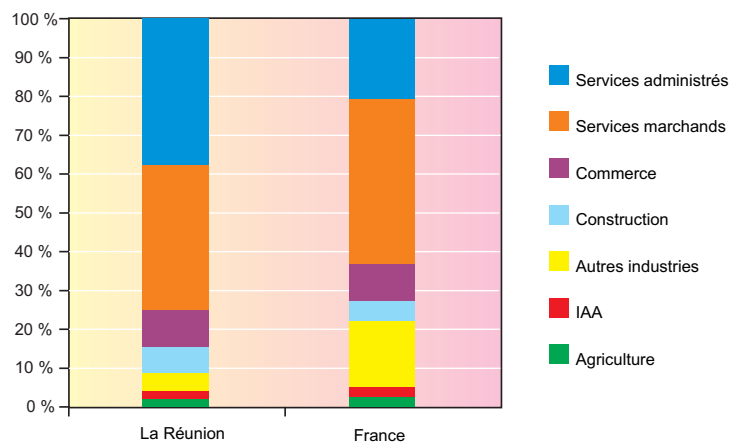
Elle est liée, d'autre part, à une proportion nettement plus importante des services d'éducation et de santé de nature privée, donc marchande. Ainsi, plus du quart de la valeur de la production de la branche "éducation, santé, action sociale" est marchande. Cette proportion est de 6 % seulement en Guade-

loupe, 8 % en Martinique et 16 % sur l'ensemble français.

Autre caractéristique, la construction occupe une place importante dans la composition de la valeur ajoutée mais de manière peut être moins marquée que l'on pourrait l'attendre d'une économie en pleine transition démographique.

Enfin, l'agriculture et le commerce ont des poids respectifs dans l'économie réunionnaise sensiblement inférieurs à l'équivalent pour les économies antillaises, mais comparables aux poids moyens de ces branches dans l'économie française. Moins encore que pour les autres Dom, il ne serait justifié de considérer que l'économie de l'île est caractérisée par l'agriculture et le commerce.

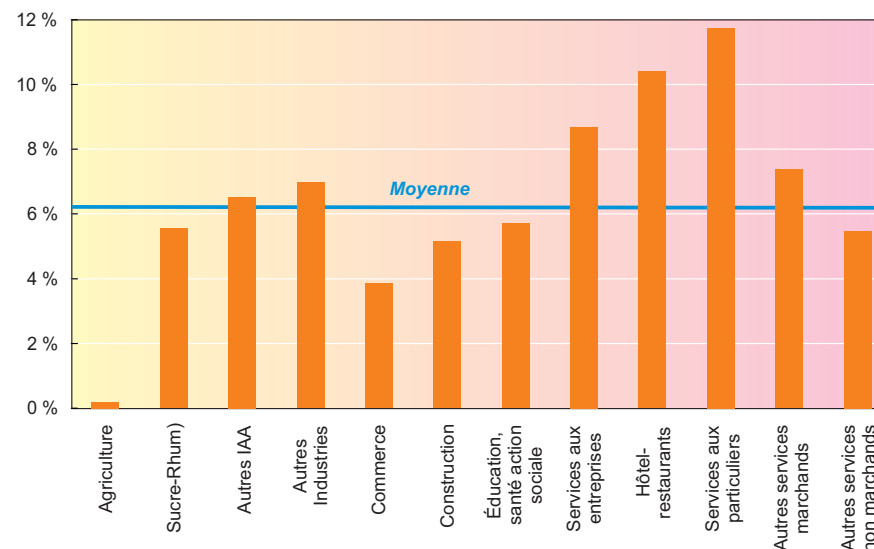
Graphique 10 : Valeur ajoutée par branche en 2002⁹



Source : INSEE - comptes économiques.

⁹ hors Guyane.

Graphique 11 : Évolution de la Valeur Ajoutée par branche de 1993 à 2002



Source : INSEE - comptes économiques.

3.2. La transformation structurelle de l'économie

La structure de l'économie réunionnaise est cependant loin d'être figée. L'analyse de l'évolution de l'activité économique par branche montre des transformations en cours.

Trois familles d'activité se distinguent nettement :

- Des activités en quasi stagnation (en valeur courante) : l'agriculture et la filière sucrière. Ces activités ont été l'objet d'actions de modernisation importantes mais elles ont connu une progression globale ralentie. Elles symbolisent l'économie réunionnaise historique.
- Des activités aujourd'hui dominantes mais dont la dynamique ne conduit plus la croissance économique de l'île : construction, commerce et services administrés. Ces activités enregistrent une croissance inférieure à la progression courante du PIB (6,1 %).
- Enfin des activités émergentes qui ont constitué le moteur de la croissance récente : industries et services marchands. Ces activités ont connu une croissance rapide de respectivement 6,7 % et 8,0 % en moyenne annuelle.

Cette image de transformation structurelle de l'économie réunionnaise se dégage encore plus clairement à l'examen des branches d'activité à un niveau détaillé.

Toutes les branches que l'on associe "traditionnellement" à l'économie de La Réunion – commerce, agriculture, éducation et santé, administration, construction, sucre et rhum - se retrouvent ensemble parmi les activités perdant du poids dans la répartition de la valeur ajoutée. Le modèle économique caractéristique de La Réunion, mais aussi des autres Dom, fondé sur l'agriculture et la filière sucrière, le commerce, le bâtiment et les activités non marchandes reste prédominant mais semble plutôt caractériser le passé.

Toutefois, les pertes d'importance relative de certains secteurs, mesurées à travers les croissances analysées en valeur courante, ne distinguant donc pas les évolutions du niveau d'activité de celles des prix, ne signifient pas que ces secteurs soient exempts de profondes mutations. Il est pertinent d'interpréter en valeur courante les changements de structure de la création de richesse réunionnaise, mais il faut se garder de relier directement le poids croissant ou déclinant des différentes activités dans l'économie à la "performance" réalisée par les acteurs économiques des branches concernées.

Ainsi, le recul du poids du commerce dans l'économie peut apparaître surprenant, alors que l'essor de la distribution moderne est un des traits de transformation de l'économie réunionnaise les plus visibles sur la période étudiée¹⁰. La progression modérée de la valeur ajoutée du commerce (+ 3,8 %

Tableau 6 : Évolution du ratio "production locale sur production locale plus importation"

	1993	2002
Autres industries agroalimentaires	52,9 %	53,7 %
Industries des biens de consommation	23,7 %	22,1 %
Industries des biens d'équipement	15,8 %	22,8 %
Industries des produits minéraux	70,6 %	72,0 %
Autres industries des biens intermédiaires	26,3 %	29,0 %

Source : INSEE - comptes économiques.

par an en moyenne) pourrait s'expliquer par la forte pression concurrentielle liée à la multiplication des grandes surfaces commerciales. Le taux de valeur ajoutée de la branche commerce (valeur ajoutée sur production) est passé de 64 % en 1993 à 48 % en 2002, ce qui témoigne de l'importance de la mutation structurelle de l'activité.

De même, le léger repli de la branche éducation, santé et action sociale est inattendu pour une société en cours de transition démographique. Le rythme de croissance de la branche de 5,2 % en moyenne annuelle est en effet soutenu, mais néanmoins inférieur à la progression courante globale de l'économie (6,1 %). Cette progression est sans doute à rapprocher d'une retenue d'ensemble dans l'évolution des dépenses publiques de fonctionnement et de l'évolution de la structure démographique de La Réunion au cours de cette période. Entre les deux recensements de 1990 et 1999, la population âgée de 0 à 24 ans n'a progressé que de

0,5 % en moyenne annuelle, alors que par exemple les 30-50 ans voyaient leur nombre augmenter au rythme de 4,2 % par an.

À l'opposé, émergent de nouvelles activités en croissance rapide, en premier lieu les services marchands mais aussi les activités industrielles dont la contribution à l'économie devient importante. Ces activités de services, liées à des modes de consommation en plein développement – services aux particuliers, hôtels-restaurants, services aux entreprises - ont connu des taux de croissance moyens annuels supérieurs à 8 % (plus de 10 % pour les hôtels-restaurants et les services aux particuliers). Les activités industrielles en progression – produits minéraux, biens intermédiaires, biens d'équipement, agroalimentaire (hors sucre) –, partant d'une contribution modeste il est vrai, ont progressé à des rythmes supérieurs au PIB. Ce développement est à relier à une progression de l'import substitué

¹⁰ Pour ne citer qu'une seule illustration, la surface d'hypermarchés sur l'île est passée de 23 000 m² en 1993 à 65 000 m² en 2001.

tion de la part du marché local alimenté par les produits réunionnais.

La faiblesse des exportations autorise à interpréter la part de la production locale (ratio production locale sur production locale + import) comme une mesure approximative de la part de marché locale. La production locale a davantage progressé que les importations pour tous les produits à l'exception des biens de consommation. La progression de part de marché est la plus importante pour les biens d'équipement. Là encore, ces transformations pourraient avoir comme seule origine une évolution différenciée des prix des produits industriels selon leur provenance, mais l'ampleur du phénomène semble indiquer la réalité d'une dynamique d'import substitution.

Enfin, l'orientation de l'économie réunionnaise vers des services modernes a été un facteur stimulant pour la croissance sur la période étudiée. On peut penser que cette transformation n'est pas achevée et qu'elle est susceptible de se poursuivre. À titre d'illustration, trois des branches les plus dynamiques de l'île, les services aux entreprises (conseil, services opérationnels, recherche et développement), l'hôtellerie-restauration et les transports, représentent 11,6 % de la valeur ajoutée créée en 2002. Ces mêmes branches pèsent par exemple 14,9 %¹¹ de l'économie martiniquaise, 16,9 %¹² de l'économie guadeloupéenne et 21,4 % de l'économie française.

¹¹ en 2001. Données non disponibles pour les DFA en 2002.

¹² en 2001. Données non disponibles pour les DFA en 2002.

4. DES ENTREPRISES PRODUCTIVES ET CONCURRENTIELLES

4.1. Des entreprises performantes

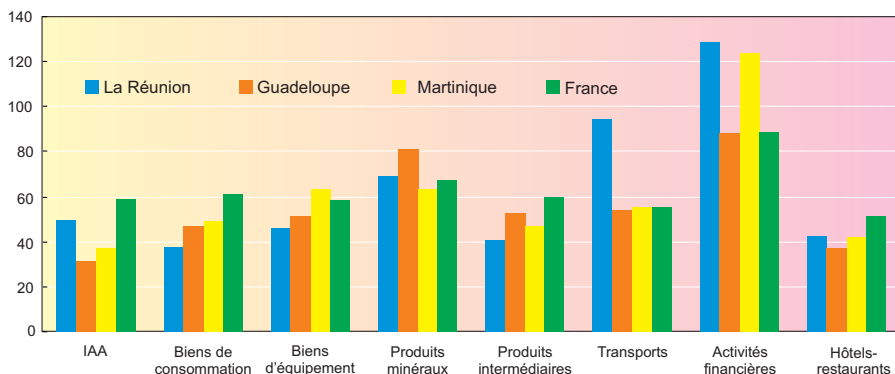
À la transformation structurelle de l'économie se juxtapose une modernisation rapide de l'appareil productif. Les entreprises réunionnaises ont réalisé de forts progrès de productivité et apparaissent plutôt performantes, particulièrement dans quelques secteurs comme par exemple les industries agroalimentaires et les services financiers.

Parmi les "points forts" de l'économie réunionnaise se distinguent en premier lieu les industries agroalimentaires et

les services financiers, branches dans lesquelles la valeur ajoutée par salarié est nettement plus élevée que la moyenne française¹³. De manière plus générale, dans l'approche comparative retenue, à l'exception des industries agroalimentaires, l'économie réunionnaise semble plus "performante" dans les services que dans l'industrie.

La comparaison avec l'économie française en terme d'évolution de la productivité donne une image fort différente de celle résultant de la comparaison des PIB par tête. La branche la

Graphique 12 : Valeur ajoutée par emploi salarié dans différentes branches en 2001



Source : INSEE - comptes économiques, nos calculs.

Remarques : L'étude comparative des gains de productivité entre territoires doit être menée avec une grande prudence. Les différences de structure sont sans doute la première cause explicative des différences. C'est bien la comparaison des différentes branches qui doit être menée.

¹³ La branche "services financiers" est largement constituée d'établissements rattachés à des maisons mères métropolitaines. La valeur ajoutée par salarié plus élevée à La Réunion que sur la moyenne française peut s'expliquer par l'absence au niveau local de coûts liés aux activités "back office" mais aussi par un maillage plus faible du réseau bancaire liés aux fortes densités de population sur les zones côtières.

Tableau 7 : Évolution de la productivité par branche 1990 à 1999

Gains annuels moyens	La Réunion	France
Agriculture	2,6 %	4,8 %
Industries agroalimentaires	1,6 %	- 0,4 %
Autres industries	5,0 %	4,4 %
Construction	6,8 %	- 0,3 %
Commerce	1,7 %	1,2 %
Hôtels-restaurants	2,1 %	- 2,0 %
Activités financières	0,0 %	- 1,3 %
Autres services	1,1 %	- 0,5 %
TOTAL marchand	3,2 %	1,6 %

Source : CEROM

Extrait de l'étude CEROM : "Une double transition presque réussie"¹⁴.

moins "favorable" à La Réunion, les biens de consommation, dégage tout de même une valeur ajoutée par emploi atteignant les deux tiers de la moyenne française.

Un autre élément important à retenir est la rapidité de la progression de la productivité réunionnaise.

Au total sur les années 1990, le secteur privé réunionnais a effectué un rattrai-

page de productivité de 15 % par rapport à la moyenne nationale.

4.2. Une situation comptable tendue dans un contexte dynamique

Les sociétés non financières des Dom se caractérisent, en moyenne, par des taux de marge plus bas et des taux d'investissement plus élevés que ceux de l'ensemble des sociétés françaises.

Tableau 8 : Ratios des comptes des sociétés non financières (moyenne 1997-2001)

Ratio moyen 1997-2001	La Réunion	Guadeloupe	Guyane	Martinique	France
Taux de marge (EBE/VA)	26,5 %	29,4 %	18,6 %	30,5 %	32,6 %
Taux d'investissement (FBCF/VA)	23,3 %	26,5 %	29,4 %	24,2 %	18,9 %

Source : INSEE - comptes économiques.

¹⁴ "Une double transition presque réussie : chômage, productivité et politique d'emploi à La Réunion" - CEROM, INSEE, IEDOM, AFD (2004).

Des taux d'auto-financement faibles sont la conséquence de cette double caractéristique, ce qui indique l'existence de flux importants d'épargne externe, liés sans aucun doute à la défiscalisation.

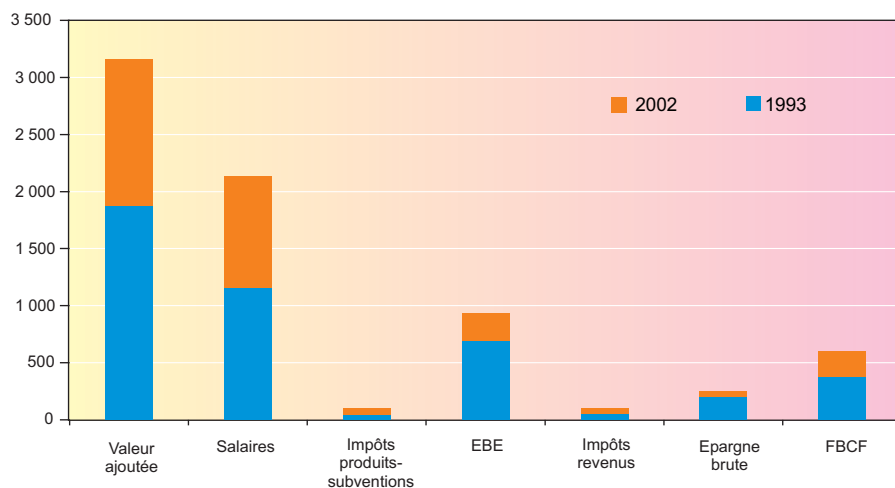
Les sociétés réunionnaises partagent ces caractéristiques avec les Dom antillais avec toutefois des taux de marge et d'investissement plus faibles.

Les sociétés réunionnaises apparaissent plus endettées que leurs consœurs antillaises (par exemple les intérêts versés ont représenté 29 % du bénéfice des sociétés non financières à La Réunion en 2001 contre 20 % la même année à la Guadeloupe) et distribuent une plus forte proportion de leur bénéfice (par exemple 41 % en 2001 à La Réunion contre 27 % à la Guadeloupe).

Le résultat est que l'investissement productif réunionnais est très peu financé sur fonds propres. Les sociétés de l'île font davantage appel au financement de leur maison mère, au recours à l'emprunt ou encore à l'épargne externe dans le cadre de mécanismes de défiscalisation.

La valeur ajoutée des sociétés non financières a progressé relativement rapidement, à un rythme équivalent à celui du PIB (6,2 %). La FBCF a connu une évolution comparable sur la période (5,4 % par an). Pourtant, les soldes comptables des sociétés ne reflètent pas ce climat dynamique : l'EBE et l'épargne brute ont peu progressé en valeur courante entre 1993 et 2002 (respectivement 3,5 % et 2,7 % par an). L'explication tient dans une augmentation des charges plus rapide

Graphique 13 : Principaux postes du compte des sociétés non financières 1993 et 2002



Source : INSEE - comptes économiques.

que celle de l'activité. La masse salariale distribuée¹⁵ a notamment suivi un rythme d'évolution élevé de 7,1 % en moyenne par an, due notamment à la rapide progression des salaires nominaux en milieu de décennie. Les impôts, quoique d'un poids modeste, ont aussi rapidement augmenté : leur produit a plus que triplé en valeur courante en l'espace de neuf ans.

Au cours de la période, le taux de marge des sociétés réunionnaises s'est nettement comprimé malgré un rebond à partir de 2001.

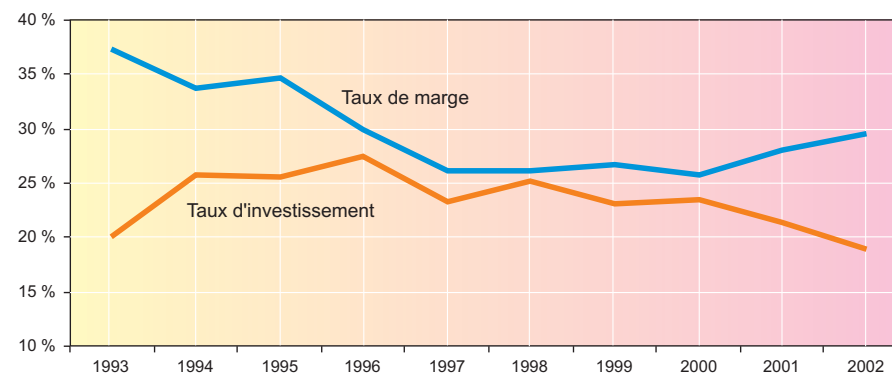
Ces rythmes de progression sont en valeur courante annuelle. À titre de référence, la progression courante moyenne du PIB a été de 6,2 % sur la période 1993-2002 et celle de l'indice des prix à la consommation de 1,8 %.

Le taux de marge des sociétés réunionnaises a descendu un palier en 1996 et

1997, avec une dégradation de presque dix points en deux ans, pour se situer par la suite à un niveau sensiblement inférieur au niveau moyen français. Cette baisse du taux de marge fait suite aux fortes hausses salariales observées sur la période 1995-1996.

Les sociétés ont clairement absorbé ces chocs en partie par une diminution de leur marge. L'inflexion de 2001 et 2002 annonce un retour vers le niveau moyen français. La baisse des taux de marge n'a cependant pas fortement affecté le taux d'investissement des sociétés, qui est resté sur toute la période au dessus du taux moyen français. Curieusement c'est à partir de 2001, alors que le taux de marge remonte, que le taux d'investissement semble à l'inverse fléchir en se rapprochant de la moyenne nationale.

Graphique 14 : Évolution des taux de marge et d'investissement des sociétés non financières



Source : INSEE - comptes économiques.

¹⁵ Il s'agit du coût global du travail, y compris les charges sociales.

4.3. Une économie concurrentielle sinon compétitive

La période analysée a été marquée par le rattrapage du SMIC sur les niveaux métropolitains. Les salaires distribués par les sociétés non financières ont progressé très rapidement sur l'ensemble de la période au rythme de 7,4 % par an¹⁶.

De 1995 à 2001, la hausse annuelle de la masse salariale versée par les sociétés a toujours été au dessus de 6 % et a dépassé 7 % en six occasions. Ce phénomène de progression des salaires distribués n'est pas seulement lié au rattrapage des minima métropolitains. Il traduit un mouvement plus large et plus profond.

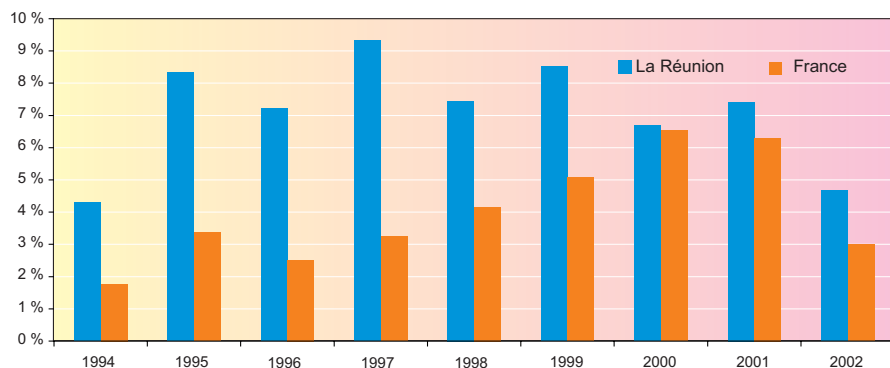
Sur la même période l'emploi salarié privé a progressé au rythme moyen annuel de 2,7 %. La restructuration de

l'économie, la progression des qualifications ont probablement joué un rôle important dans l'accroissement de la masse salariale mais une grande part de la hausse provient sans nul doute de la hausse nominale des salaires.

Pourtant aucun signe de détérioration globale de la compétitivité de l'économie réunionnaise n'est perceptible sur la période. Les exportations ont connu une évolution dynamique (7,6 % de progression annuelle moyenne). Les importations ont évolué légèrement moins vite que la création locale de richesse et le processus d'import substitution industrielle s'est poursuivi (cf. tableau 6).

Mais, le fait le plus remarquable est que les importantes hausses de salaires n'ont pas entraîné d'effet inflationniste. L'inflation a été tout à fait modérée sur la période considérée, d'un niveau

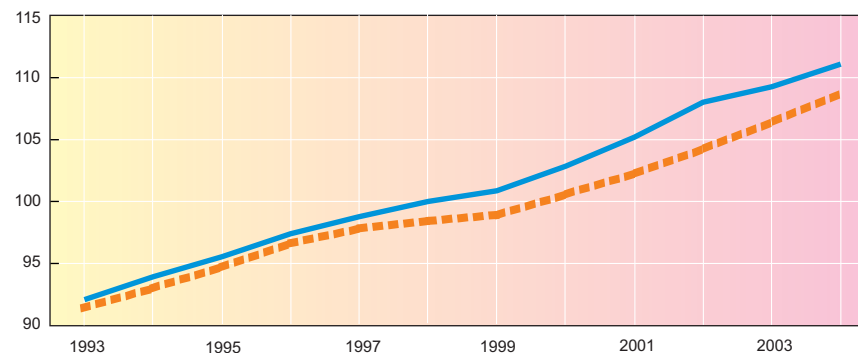
Graphique 15 : Progression annuelle de la masse salariale distribuée par les sociétés non financières



Source : INSEE - comptes économiques.

¹⁶ Il s'agit toujours des coûts salariaux globaux. Ils intègrent les charges sociales qui ont augmenté moins vite du fait des mesures d'allègement adoptées au cours de la période. La masse salariale hors cotisations employeurs a connu une progression moyenne de 8,3 % par an.

Graphique 16 : Inflation annuelle moyenne Réunion et métropole
Évolution de l'indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)



Source : INSEE.

moyen légèrement inférieur à celui de la métropole.

L'inflation réunionnaise est apparemment très liée à celle de la métropole, y compris dans l'accélération du début des années 2000. Elle reste inférieure jusqu'en 1998, puis s'accroît un peu plus vite, notamment en 2002 sous l'effet de la hausse des produits frais consécutive au cyclone Dina.

Quatre mécanismes ont permis aux sociétés réunionnaises, et autres acteurs économiques, d'absorber les hausses salariales sans majorer les prix de vente dans les mêmes proportions.

- Les prix à l'importation ont été très stables durant la période, ce qui a constitué un élément de modération des charges de production des entreprises¹⁷.

- Les entreprises ont privilégié les gains de productivité comme contrepartie des hausses salariales, l'amélioration de la productivité est un phénomène clé de la dynamique économique d'ensemble dans ce contexte d'alourdissement des charges.

- Les sociétés ont arbitré en diminuant leur marge plutôt qu'en augmentant leur prix de vente.

- L'essor de la grande distribution est un quatrième élément dont le rôle a sans doute été important, bien que difficilement évaluable. La multiplication des grandes surfaces commerciales a probablement créé une forte pression concurrentielle sur le marché intérieur susceptible de conduire d'une part à la diminution des marges commerciales et d'autre part à un

¹⁷ On ne dispose pas des prix à l'importation à La Réunion, mais la stabilité des prix à l'exportation français pour les biens alimentaires, les biens de consommation et les biens d'équipement indique une certaine stabilité des prix d'acquisition des importations réunionnaises.

arbitrage des acteurs économiques en faveur de gains de productivité et de contraction des bénéfices plutôt que sous la forme d'augmentation des prix de vente.

Quelles qu'en soient les causes, la modération de l'inflation dans le contexte particulier de la deuxième moitié des années 1990 apparaît comme un phénomène économique remarquable, presque paradoxal. Il semble montrer qu'en dépit de sa dimension réduite et de son isolement l'économie réunion-

naise a fonctionné comme une économie pleinement concurrentielle. On aurait pu penser que les acteurs économiques de l'île répercutent systématiquement les hausses de coût sur les prix de vente à une clientèle relativement captive. Il n'en a rien été. Les prix sont restés stables et d'autres mécanismes de stabilisation – gains de productivité, contraction des marges et épargne – ont, à l'inverse, été largement mis en oeuvre.

5. UNE CROISSANCE DES DÉPENSES PUBLIQUES MOINS RAPIDE QUE LE PIB

5.1. Une croissance des dépenses publiques moins rapide que le PIB

Deux enseignements principaux se dégagent de l'analyse des comptes consolidés du secteur des administrations¹⁸. En premier lieu, les comptes publics réunionnais sont structurellement en déséquilibre. Les recettes couvrent à peine la moitié des dépenses. En second lieu, les évolutions entre recettes et dépenses ont été relativement parallèles, à un rythme proche de 5 % par an. L'évolution des flux publics s'est donc faite à un rythme inférieur à celui de la croissance de l'économie en valeur courante (6,2 % par an).

Du côté des dépenses, l'évolution des flux a été tirée vers le haut par les prestations sociales en nature mais aussi par les aides à l'investissement. L'augmentation des premières est à relier à la hausse de l'allocation logement, à l'instauration de la CMU et à la progression rapide de la consommation de santé des ménages. La hausse des

secondes est à rapprocher de la mise en place en fin de période du nouveau DOCUP. En revanche, la "sagesse" de l'évolution des dépenses de fonctionnement, en particulier hors rémunérations, a contribué à modérer la progression de la dépense publique globale.

En ce qui concerne les recettes, la structure s'est déplacée au cours de la période du fait de la progression rapide des impôts indirects (31 % des recettes en 1993, 36 % en 2002) et de celle à l'inverse modérée des cotisations sociales (43 % des recettes totales en 1993 et 38 % en 2002).

5.2. Des dépenses trop fortes ou trop faibles ?

La dépense des administrations publiques pèse d'un poids particulier dans l'économie des Dom. Par rapport à la moyenne française, les départements d'outre-mer se caractérisent par un poids élevé des dépenses courantes et des dépenses d'investissement. Les

¹⁸ Le secteur comprend les administrations centrales, organismes de sécurité sociale, hôpitaux et administrations publiques locales. Ce compte régional des administrations publiques est quasi-exhaustif (quelques dépenses militaires mineures échappent à la comptabilisation régionale) des dépenses et recettes opérées sur le territoire. Il s'agit d'un compte régional répondant à une logique territoriale, il ne prend bien entendu pas en compte les répercussions des activités économiques réunionnaises sur les comptes publics d'autres territoires de la République. En particulier, les exonérations fiscales liées aux opérations d'investissement à La Réunion ont des impacts sur les comptes fiscaux du territoire d'origine des investisseurs. Plus généralement, les activités économiques réunionnaises ont des impacts multiples sur les comptes publics métropolitains (par exemple des impacts fiscaux liés aux achats réalisés par des acteurs réunionnais en métropole). L'objet du compte présenté n'est pas de calculer l'impact de l'économie réunionnaise sur les comptes publics français mais bien de dresser une comptabilité régionale des flux publics territorialisés. Les comptes sont consolidés c'est-à-dire expurgés des flux entre administrations publiques.

dépenses de transferts, bien que d'une structure différente, ont des montants relatifs conformes à la moyenne française.

La Réunion partage ces caractéristiques générales connues avec, toutefois, des dépenses courantes modérées par rapport aux autres Dom.

Le niveau de dépense publique apprécié en euros par habitant se révèle alors particulièrement faible.

La valeur de la dépense des administrations publiques à La Réunion est nettement en retrait de la moyenne nationale (et même de la moyenne des Dom sauf pour les prestations sociales en espèces). C'est particulièrement le cas

Tableau 9 : Comptes des administrations publiques

	1993	1998	1999	2000	2001	2002	Taux* (%)
Recettes de production (1)	190	283	258	276	283	315	5,8
Impôts et cotisations sociales (2)	1 881	2 405	2 638	2 717	2 842	2 952	5,1
dont :							
Impôts sur productions et importations	623	948	1 037	1 057	1 166	1 169	7,2
Impôts sur les revenus et patrimoines	344	427	496	469	460	461	3,3
Impôts en capital	4	7	4	10	10	11	11,8
Cotisations sociales	910	1 023	1 101	1 181	1 206	1 311	4,1
Autres recettes (3)	43	48	45	53	60	54	2,6
TOTAL Recettes (1+2+3)	2 114	2 736	2 941	3 046	3 185	3 321	5,1
Dépenses de fonctionnement (4)	1 931	2 255	2 331	2 435	2 557	2 722	3,9
dont :							
Rémunérations	1 386	1 747	1 839	1 937	2 025	2 160	5,1
Biens et services	378	378	383	392	421	466	2,4
Intérêts	157	112	81	75	78	61	- 10,1
Autres	10	18	28	31	33	35	14,9
Dépenses de Transferts (5)	1 943	2 653	2 748	2 918	3 065	3 463	6,6
dont :							
Prestations sociales espèces	1 286	1 795	1 835	1 872	1 939	2 254	6,4
Prestations sociales en nature	387	544	595	678	731	767	7,9
Subventions	64	74	73	70	75	79	2,4
Aide à l'investissement	45	77	74	137	128	152	14,5
Autres	161	163	171	161	192	211	3,0
FBCF (6)	314	316	399	419	459	416	3,2
Autres opérations sur actifs (7)	2	15	20	25	6	0	
TOTAL Dépenses (4+5+6+7)	4 190	5 239	5 498	5 797	6 087	6 600	5,2
Solde	- 2 076	- 2 503	- 2 557	- 2 751	- 2 902	- 3 280	5,2

Source : INSEE - comptes économiques.

* Taux de croissance annuel moyen 1993-2002.

Tableau 10 : Comparaison du poids de la dépense des APU dans l'économie

Ratio 2001	La Réunion	Guadeloupe	Guyane	Martinique	France
Dépenses courantes sur PIB	26,3 %	28,2 %	43,3 %	31,4 %	18,6 %
Prestations sociales sur PIB*	28,7 %	27,1 %	24,6 %	28,1 %	26,1 %
Investissement sur PIB	6,3 %	5,7 %	8,2 %	5,1 %	3,8 %

Source : INSEE - comptes économiques.

* Dépenses courantes = Rémunérations et fournitures (consommations intermédiaires)
 Prestations sociales = prestations sociales en nature (remboursement de dépenses médicales et aides au logement) et en espèces.
 Investissement = FBCF et aides à l'investissement

des prestations sociales en espèces et plus encore en nature. Même l'investissement public par tête est inférieur à la moyenne française de près de 20 % en dépit d'un fort besoin d'équipement, de la jeunesse et de la croissance de la population et en dépit également des fonds structurels européens. Enfin, les salaires publics par habitant sont également en retrait par rapport à la moyenne française. Les sur-rémunéra-

tions des salaires publics réunionnais semblent compensées en partie par l'importance des emplois aidés non marchands des collectivités locales dont les rémunérations sont au SMIC.

En fait, la dépense publique réunionnaise est caractéristique de la situation de rattrapage économique de l'île. Elle est "en avance" sur le reste de l'économie : le niveau de service, de presta-

tion, d'investissement public est plus que proportionnel à celui de la création locale de richesse. De ce fait, la dépense publique occupe une place (trop ?) importante dans l'économie. Mais elle est "en retard" par rapport au niveau moyen français. Les niveaux de biens publics adressés à chaque habitant restent encore éloignés de la moyenne française et la dépense semble (trop ?) faible du point de vue de l'équité.

Il en est de même pour l'emploi public que pour la dépense publique. Celui-ci peut laisser penser à une hypertrophie des services publics qui drainent près d'un emploi sur deux (46 %) contre 30 % en métropole. Pourtant le taux d'emploi public est de 113 pour 1 000 habitants contre 118 en métropole.

On peut ainsi considérer la dépense publique réunionnaise engagée dans un phénomène de double rattrapage :

rattrapage vers le haut des niveaux français de dépenses par habitant et rattrapage vers le bas du poids moyen de la dépense publique dans l'économie française. C'est effectivement ce qui s'est passé au cours de la période 1993-2002. Les niveaux de dépense se sont rapprochés de la moyenne française en terme de flux par habitant mais aussi en terme de poids dans l'économie. La dépense publique a ainsi augmenté nettement plus vite que la population (+ 5,2 % en moyenne annuelle contre 1,8 % pour la population) mais moins vite que l'ensemble de l'économie (6,2 % pour le PIB). Les principaux postes de dépenses publiques ont ainsi régressé en part de PIB.

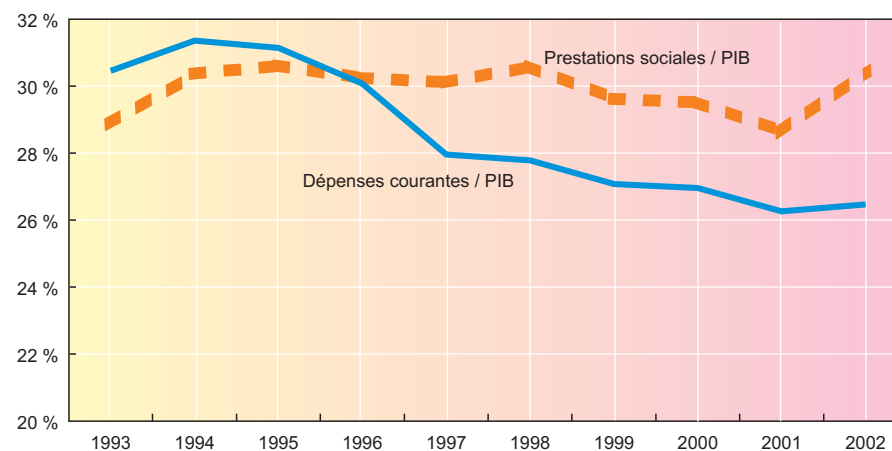
La baisse de la part du secteur des administrations publiques dans le PIB est une transformation notable de l'économie récente réunionnaise. Entre le point haut de 1994 et l'année 2002,

Tableau 11 : Flux de dépenses des administrations publiques par habitant en 2001
(euros par habitant)

	Valeur par habitant			
	La Réunion	DOM	Moyenne nationale	La Réunion / moyenne nationale
Salaires publics	2 756	3 177	3 269	84 %
Prestations sociales en espèces	2 639	2 411	4 290	61 %
Prestations sociales en nature	995	1 326	2 039	49 %
Investissement public	624	707	760	82 %

Source : INSEE - comptes économiques.

Graphique 17 : Évolution du poids des dépenses publiques dans le PIB 1993-2002



Source : INSEE - comptes économiques.

Le ratio "dépenses courantes des administrations sur PIB" a reculé de cinq points. Contrairement à un sentiment répandu, le poids des prestations sociales rapportées à la création de richesse a également diminué de 1998 à 2001, avant de repartir à la hausse en 2002 sous l'effet du rattrapage du RMI et de l'instauration du RSO. Bien entendu, ces baisses sont relatives car rapportées au rythme de croissance élevé de l'économie dans son ensemble.

En revanche, la part des dépenses d'investissement public dans le PIB n'a pas baissé. Son niveau est stabilisé entre 4 % et 5 % du PIB.

5.3. Un besoin de financement qui s'allège

Le besoin de financement public, correspondant à un transfert public national vers La Réunion, est important :

près du tiers du PIB réunionnais. Il contribue de façon décisive aux niveaux d'activité et de revenu de l'île. En revanche, il faut chercher ailleurs que dans l'accroissement quantitatif de ce transfert les moteurs de la croissance réunionnaise sur la période récente. Le solde du compte des administrations publiques en proportion du PIB est en effet orienté à la baisse sur la période. Il est passé de 35,8 % du PIB en 1993 à un point haut de 37,7 % en 1995 avant de décroître régulièrement jusqu'à 31,2 % en 2001, soit 6,5 points de PIB de moins en six ans. En 2002, il progresse à nouveau pour atteindre 33,1 % du PIB. Il est trop tôt pour savoir si cette diminution est une tendance de fond de l'évolution de l'économie réunionnaises. Mais, il est certain qu'elle n'a pas entravé la forte croissance économique sur la période.

Interpréter le solde des administrations publiques

Il faut se garder d'appliquer au compte des administrations publiques de La Réunion une norme d'équilibre comme c'est le cas au niveau d'une nation et donc d'interpréter le solde de ce compte en terme de déficit.

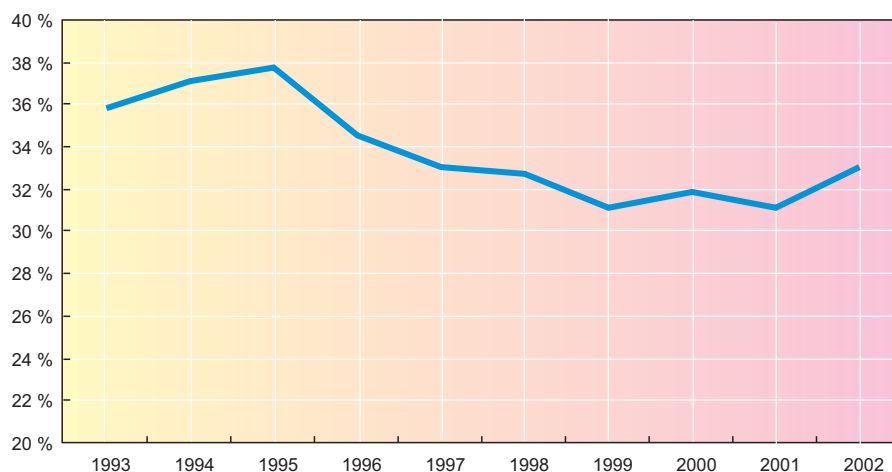
Au niveau d'une région, dépenses et recettes publiques ont parmi leurs fonctions celle d'exprimer la solidarité nationale. Les soldes des comptes régionaux n'ont pas à s'équilibrer mais au contraire à se compenser. L'équilibre du compte de la région française ayant le deuxième plus faible niveau de PIB par tête ne serait pas un signe de bonne gestion mais un dysfonctionnement manifeste de la fonction redistributrice de l'État.

De plus, les dépenses et recettes publiques mesurées au niveau régional peuvent perdre de leur sens dans certains cas où il y a dissociation entre le lieu

d'affectation de la dépense et les lieux de collecte des recettes associées. On peut donner trois exemples de ces dissociations. La défiscalisation entraînent des moins values fiscales en métropole pour des dépenses effectuées dans les Dom. À l'inverse, un investissement public réalisé dans un Dom provoque des rentrées fiscales à la fois dans le Dom concerné et en métropole (fiscalité issues des effets induits). Ou encore un retraité revenant à La Réunion après une carrière en métropole crée une dissociation dans l'espace et dans le temps entre les cotisations qu'il a versé et les prestations qu'il reçoit.

Pour ces raisons, les comptes des administrations publiques réunionnaises doivent principalement être analysés en évolution.

Graphique 18 : Évolution du poids du solde public dans le PIB 1993-2002



Source : INSEE - comptes économiques.

6. UNE DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE AU PROFIT DES MÉNAGES

6.1. Une forte hausse du pouvoir d'achat

Le pouvoir d'achat par habitant (revenu disponible brut par tête, déflaté de l'indice des prix à la consommation) a augmenté de 34,8 % entre 1993 et 2002, soit au rythme moyen de 3,2 % par an sur la période, à comparer avec une progression moyenne de 1,7 % au niveau national.

La progression du niveau de vie et le différentiel avec la moyenne nationale ont été particulièrement marqués entre 1993 et 1998 (mesures d'alignement du SMIC)¹⁹ et en 2002.

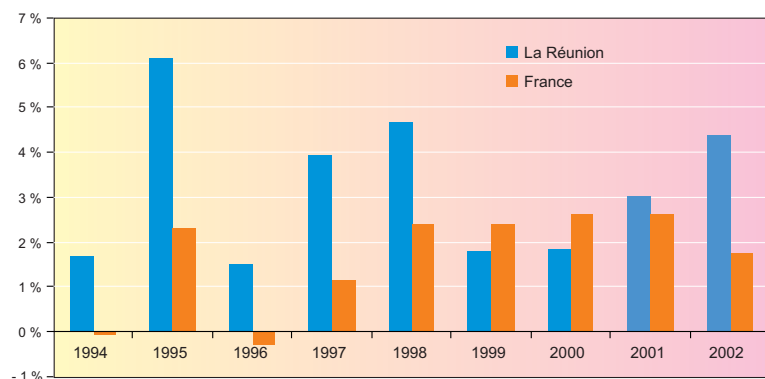
Le revenu par habitant réunionnais était le plus faible des Dom en 1993 (18 % inférieur à celui de la Marti-

nique). En 2001, l'écart avec les autres départements d'outre-mer s'est resserré (12 % avec la Martinique). L'amélioration du niveau de vie moyen a été très favorable à La Réunion.

6.2. Un taux de prélèvement qui reste faible

Plusieurs modifications fiscales ont marqué la période étudiée : augmentation de deux points du taux de TVA en 1995 puis recul d'un point en 2000 ; hausses de la CSG en 1995 et 1997, diminution des taux de cotisations sociales en 1994 puis en 2001, réforme de l'octroi de mer en 1998, modifica-

Graphique 19 : Progression annuelle du pouvoir d'achat par habitant



Source : INSEE - comptes économiques.

¹⁹ Le SMIC réunionnais augmente ainsi de 6,8 % le 1^{er} juillet 1995 et à nouveau de 6,8 % le 1^{er} janvier 1996, date à laquelle le niveau réunionnais rejoint de le niveau métropolitain.

Tableau 12 : Évolution comparée du revenu disponible brut par habitant (en euros courants)

(en euros par habitant)	1993	2001	Croissance 1993/2001*
La Réunion	7 000	10 180	4,8 %
Guadeloupe	7 580	11 400	5,2 %
Guyane	7 390	8 830	2,3 %
Martinique	8 540	11 585	3,9 %
France	12 210	15 620	3,1 %

Source : INSEE - comptes économiques.

* Croissance annuelle moyenne en valeur courante de revenu disponible brut (RDB) par habitant.

tions des modalités de défiscalisation, suppression de la vignette automobile en 2001.

Les cotisations sociales ont augmenté sensiblement moins vite que la masse salariale distribuée du fait des mesures d'exemption de charges. Les impôts indirects, sur les produits et les importations, ont connu une évolution rapide (+ 7,4 % en moyenne annuelle). En revanche, les impôts directs, sur le revenu et le patrimoine, ont évolué à un rythme plus faible (+ 5,1 %), en dépit

des hausses de la CSG, impôt à large assiette.

Au total, les recettes ont connu une expansion moins rapide que celle de l'ensemble de l'économie. Il en a résulté une baisse du taux de prélèvement obligatoire (recettes fiscales et cotisations sociales sur PIB).

Le taux de prélèvement réunionnais se situe en 2001 dans la moyenne des Dom, largement au dessous du niveau moyen français. En revanche, la baisse

Tableau 13 : Taux de prélèvements obligatoires

	Taux de prélèvement		Impôt revenu et patrimoine sur PIB	
	1993	2001	1993	2001
La Réunion	32,5 %	30,5 %	5,9 %	4,9 %
Guadeloupe	28,4 %	31,1 %	4,3 %	7,6 %
Guyane	26,5 %	28,9 %	3,4 %	7,2 %
Martinique	29,0 %	32,0 %	3,9 %	8,3 %
France	42,9 %	44,7 %	8,2 %	12,5 %

Source : INSEE, comptes économiques.

Tableau 14 : Flux de recettes des administrations publiques par habitant
(en euros par habitant en 2001)

	Valeur par habitant		
	La Réunion	DOM	moyenne nationale
Impôt sur la production et imports	1 579	1 601	3 635
Impôts sur le revenu et patrimoine	633	900	3 037
Cotisations sociales	1 642	1 648	3 955

Source : INSEE - comptes économiques.

du taux de prélèvement est spécifique à La Réunion, les autres Dom ayant connu une hausse relativement importante malgré les baisses de cotisations sociales communes à l'ensemble de l'outre-mer. La Réunion était en 1993, le Dom où le taux de prélèvement était de loin le plus élevé. Ce n'est plus le cas en 2001. Cette évolution "atypique" est entièrement expliquée par l'évolution de l'impôt direct sur le revenu et le patrimoine²⁰. Cet impôt qui a connu une croissance rapide dans les Antilles-Guyane et sur la France entière, sous l'impulsion notamment des deux hausses de la CSG, a au contraire baissé à La Réunion en part de PIB.

Le même constat se dégage si l'on considère le niveau de prélèvement direct rapporté au nombre d'habitants, à nouveau La Réunion se distingue par un faible niveau d'impôt direct.

Les recettes moyennes par habitant des Dom sont faibles par rapport à la moyenne française, du fait d'une part

de la faiblesse du niveau de vie moyen et d'autre part des diverses mesures d'allègements fiscaux.

En ce qui concerne les impôts indirects et les cotisations sociales, les données de La Réunion sont proches de celles des autres Dom, ce qui est d'ailleurs remarquable du fait du retard en matière de PIB par tête. En revanche les impôts directs par habitant sont 30 % en dessous du niveau moyen des Dom, ce qui constitue un écart important même compte tenu des différences de revenu moyen.

Deux hypothèses peuvent être évoquées pour expliquer le niveau faible et la progression modeste de l'impôt direct réunionnais. En premier lieu, ce sont les revenus modestes qui ont le plus bénéficié de la croissance. Les hausses des minima salariaux et sociaux ont contribué à la hausse des revenus mais sans avoir d'incidence fiscale car ils ont essentiellement concerné des ménages non imposables. En second lieu, les

exonérations liées à la défiscalisation déterminent de manière importante le produit de l'impôt. Une hypothèse serait que les investissements en défiscalisation ont abouti à des montants d'exonération élevés à La Réunion, et surtout que ces exonérations ont de manière importante et croissante porté sur des revenus locaux, davantage que dans les Antilles par exemple où les exonérations auraient prioritairement concerné des revenus métropolitains. Une telle explication est conforme avec l'évolution spécifique des recettes publiques réunionnaises. Mais, on ne dispose pas de compte rendu statistique exhaustif pour la valider, elle demanderait donc à être confirmée par une étude à engager.

6.3. Le boom du logement et de l'épargne

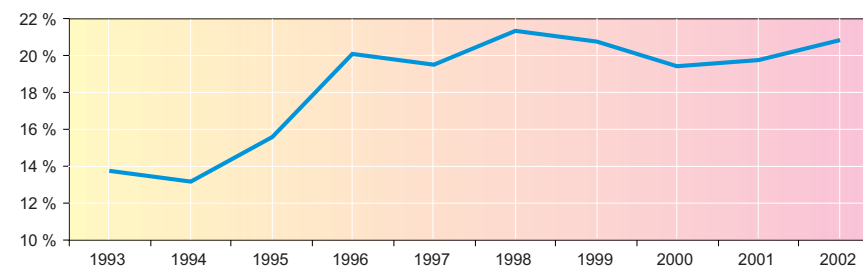
Le logement est un élément primordial de compréhension de la dynamique économique réunionnaise. Au début des années 1990, le parc privé non

social réunionnais augmentait d'environ 4 000 nouveaux logements par an, en 2001 c'est presque 6 000 logements qui se sont ajoutés (6 500 en 2002), soit une progression du parc existant de 3,5 % pour ces années-là.

Cette dynamique du logement répond à la croissance de la population mais aussi à la réduction de la taille des ménages. Entre les deux recensements de 1990 et 1999, le nombre de ménages a progressé de 3,5 % par an et leur taille moyenne est passé de 3,8 à 3,3 membres. Il en a résulté une progression du nombre de résidences principales de 57 000 unités²¹.

La progression du nombre de logements s'accompagne d'une montée rapide des prix, aussi bien à l'acquisition qu'à la location. La construction de nouveaux logements est facilitée par la politique publique de logements sociaux et par les incitations fiscales. La plupart des logements neufs non sociaux sont construits à travers les mécanismes de défiscalisation. Néanmoins,

Graphique 20 : Évolution du taux d'épargne des ménages réunionnais

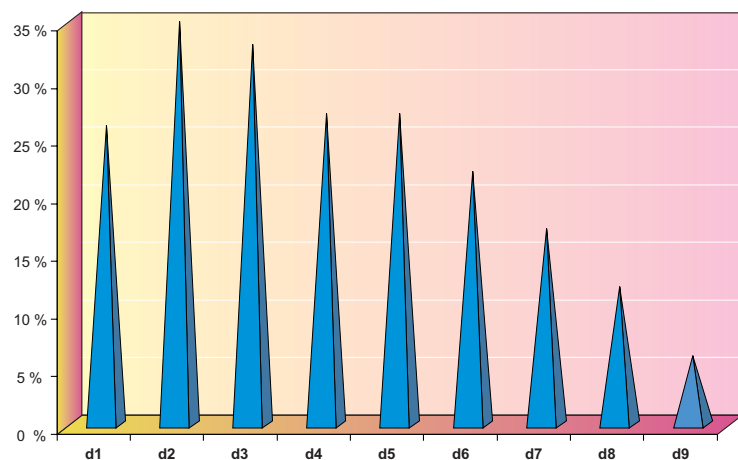


Source : INSEE - comptes économiques.

²⁰ Impôt sur le revenu des ménages, CSG, Impôt sur les sociétés, Impôt sur la fortune.

²¹ En comparaison, cette même donnée s'établit à 32 000 en Guadeloupe, 24 000 en Martinique et 12 000 en Guyane.

Graphique 21 : Évolution des niveaux de vie par décile d'unité de consommation entre 1995 et 2001



Source : INSEE, comptes économiques.

Note de lecture : Les unités de consommation sont obtenues en pondérant différemment les individus au sein des ménages : la personne de référence est compté 1, les adultes supplémentaire 0,5 et chaque enfant de moins de 14 ans : 0,3.

Les di représentent les déciles de distribution de revenu, le dernier décile constitué des personnes les plus aisés n'est pas représenté car l'enquête mesure mal les revenus élevés.

Le graphique se lit de la façon suivante : les pourcentages représentés sont les niveaux moyens d'accroissement du revenu pour chaque décile d'unité de consommation.

l'importance de la demande, la contrainte foncière et la concentration des activités ont provoqué une forte augmentation des prix. Selon l'AGORAH, le prix au m² des maisons neuves aurait progressé de près de 8 % par an entre 1996 et 2001. Entre 1993 et 2001, environ 25 000 ménages sont devenus propriétaires de logement. Les dépenses de logement occupent 13,6 % du budget des ménages en 2001 (11,2 % en 1995), mais les locataires (40 % des ménages) consacrent plus du quart de

leur revenu aux charges locatives. Le logement constitue un objectif prioritaire des ménages réunionnais.

Cela explique pourquoi la forte amélioration des revenus n'a pas forcément été ressentie comme telle par les ménages. L'amélioration des logements est une réalité qui est comptabilisée en revenu des ménages, mais elle signifie souvent également un accroissement des charges de loyer ou de remboursement de crédit²².

²² Voir par exemple "Plutôt satisfaits, les ménages restent réalistes", David Perrain, économie de La Réunion, 2^e trimestre 2004, INSEE.

Le logement a bénéficié de l'accroissement du revenu des ménages, de la politique de soutien au logement, d'un accroissement de l'épargne et du développement du crédit. Le crédit aux particuliers a connu une progression très rapide de 10 % par an en moyenne entre 1996 et 2001.

Parallèlement, le taux d'épargne des ménages réunionnais a très largement progressé, essentiellement en 1995 et 1996, années des plus fortes hausses salariales. Les gains de pouvoir d'achat liés au rattrapage des minima salariaux semblent donc avoir été pour bonne part transformés en épargne. Cet "effet d'épargne" a été maintenu par la suite, entraînant un changement durable de niveau du taux d'épargne²³.

La première finalité de cette épargne croissante est vraisemblablement le besoin de logement. Toutefois, l'épargne financière des ménages (épargne restant après investissement et autres opérations en capital) a également connu une progression importante. L'épargne bancaire détenue par les ménages a ainsi connu une progression annuelle moyenne de 10 % entre 1996 et 2001 (soit après la période de plus forte hausse de l'épargne totale des ménages).

Cette montée du taux d'épargne est un signe d'une période tout à fait favorable aux ménages, pour le moins aux ménages insérés dans le marché du travail.

Bien que sa contribution relative décroisse, la consommation des ménages demeure le principal moteur de la croissance réunionnaise. Ce sont en premier lieu les revenus des ménages, sous différentes formes (salaires, bénéfices, transferts), qui ont progressé et qui ont entraîné une progression de la consommation, mais plus encore de l'épargne.

6.4. Une économie inégalitaire, mais des gains largement partagés

L'économie réunionnaise apparaît plutôt inégalitaire. L'enquête budget des familles 1995 est la seule base récente de comparaison objective de la dispersion des distributions de revenus réunionnaise et française. Elle conduit à un indice de Gini de 0,33 sur la métropole et de 0,42 pour La Réunion²⁴. Il s'agit d'une différence importante qui ne doit pas cependant surprendre au vu de l'importance de la pauvreté sur l'île.

²³ La baisse du chômage à partir de 1999 ne semble pas non plus avoir eu de conséquence en termes de baisse du taux d'épargne comme cela est fréquemment observé.

²⁴ Sources : Pour la Réunion : "Hausse des niveaux de vie et réduction des inégalités", David Perrain, économie de La Réunion, 1^{er} trimestre 2004. Pour la métropole : "Vue d'ensemble des inégalités économiques", Jean-Michel Hourriez et Valérie Roux, Document de travail F0103, INSEE. On peut également citer une comparaison opérée en 1997 sur source fiscale qui montrait que le rapport du revenu limite des 25 % les plus pauvres (c'est-à-dire le revenu maximal de cette catégorie) au revenu moyen était de 52 % à La Réunion et de 62 % sur l'ensemble de la France. Encore s'agit-il de comparaisons effectuées sur le revenu avant impôt. L'importance des déductions fiscales implique forcément une différence plus importante avec la situation française moyenne sur les revenus après impôts. Source : "Des revenus par ménages faibles et inégaux", Gérard Forgeot, économie de La Réunion, 4^e trimestre 1999, INSEE.

Cependant, la comparaison des enquêtes "budget des familles" de 1995 et de 2001 montre une évolution générale des revenus nettement favorable aux ménages modestes et donc une réduction des inégalités. L'indice de Gini passe de 0,42 en 1995 à 0,33 en 1999.

La hausse importante du SMIC a provoqué un resserrement de l'éventail des salaires et une amélioration plus marquée des conditions de vie des ménages modestes. Plus encore, la période analysée se caractérise par une forte hausse des minima sociaux²⁵. Ces évolutions ont contribué à une baisse sensible des inégalités notamment en profitant aux ménages les moins favorisés.

6.5. Un quart seulement de la population a un emploi

Le niveau des inégalités et l'importance de certains types de transferts ne doivent pas surprendre. L'île a été, tout au long de la période, la région française (et européenne) connaissant le taux de chômage le plus élevé, celui-ci atteignant un tiers de la population active en 2001. Ce taux élevé, joint à un retard encore important de l'activité féminine et à la jeunesse de la population fait que La Réunion se distingue nettement au niveau français par la faible proportion des actifs occupés dans l'ensemble de la population.

Moins d'un réunionnais sur quatre seulement possédait un emploi en 1999.

Tableau 15 : Distribution des niveaux de vie annuels par unité de consommation
(en euros constants en 2001)

Limites des déciles	Niveau de vie annuel par limite en 1995	Niveau de vie annuel par limite en 2001	Évolution (en %)
d1	3 400	4 330	26
d2	4 250	5 750	35
d3	5 100	6 750	33
d4	5 950	7 600	27
d5 (médiane)	6 800	8 650	27
d6	8 000	9 800	22
d7	10 100	11 800	17
d8	13 600	15 300	12
d9	21 800	23 000	6
moyenne	10 200	11 700	15
Indice de Gini	0,42	0,39	- 0,03 pt
Rapport d9/d1	6,36	5,32	- 16
Rapport interquartile	0,99	0,81	- 0,18 pt
Seuil de pauvreté	9,8 %	9,9 %	- 3 %
Montant du seuil	3 400	4 320	27 %

Source : INSEE, enquête budget de famille 1995 et 2001.

²⁵ Hausse de moitié pour les aides au logement, hausse de 10,5 % du RMI au 1^{er} janvier 2001 dans le cadre de l'alignement sur les niveau métropolitains au 1^{er} janvier 2002, mais aussi instauration de la couverture maladie universelle en 2000.

Hausse des niveaux de vie et réduction des inégalités

Le *niveau de vie moyen* s'est fortement accru à La Réunion : il est passé de 10 200 € en 1995 à 11 700 € en 2001, soit une hausse de 15 % en euros constants, c'est-à-dire corrigé de l'évolution des prix pendant cette période. Ce niveau de vie est calculé en divisant le revenu annuel avant impôts des ménages par le nombre d'*unités de consommation*. Ce montant comprend les revenus d'activité (salariée ou non), les prestations sociales (allocations familiales, aides au logement, RMI, ...), les indemnités chômage, les retraites et d'autres revenus (intérêts de livrets d'épargne, d'épargne logement et d'assurance-vie, loyers des logements de rapport et les aides monétaires reçus de la part d'autres ménages). Ce revenu par équivalent adulte permet de mieux prendre en compte la taille et la composition du ménage.

Les niveaux de vie sont en hausse à La Réunion. Toutes les catégories de ménages bénéficient des avancées socio-économiques que connaît le département. Toutefois, ce sont les ménages situés en bas de l'échelle des revenus qui ont vu leurs ressources s'accroître le plus rapidement au cours des dernières années. Cette augmentation plus rapide du niveau de vie chez les plus pauvres s'explique principalement par la forte progression des prestations sociales. Les ménages situés au milieu de l'échelle des revenus ne sont pas en reste. La hausse de leur niveau de vie est supérieure à la moyenne. Outre des raisons communes à l'évolution du niveau de vie des plus modestes, l'accroissement des retraites, la forte revalorisation du SMIC et la progression de l'emploi ont sensiblement joué pour ces catégories de ménages.

Réduction des inégalités

Tous les indicateurs le montrent, les inégalités de revenus se réduisent dans le département. Le rapport des extrêmes en est la plus forte illustration. Certes, les 10 % des ménages les plus riches, ont un niveau de vie au moins cinq fois supérieur aux 10 % les plus pauvres. En 2001 une personne sur dix vit dans un ménage dont le niveau de vie par personne est inférieur à 4 330 € par an. À l'opposé, une personne sur dix vit dans un ménage dont le niveau de vie par personne est supérieur à 23 000 € par an. Cependant, cet écart s'est fortement réduit depuis 1995. En effet, le rapport entre les déciles extrêmes était de plus de six en 1995 ; il a donc diminué de 16 %.

La même tendance s'observe sur la dispersion des *niveaux de vie médians*. Le rapport interquartile (l'indicateur statistique qui mesure cette dispersion, différence des *quartiles* extrêmes divisée par la *médiane*), baisse de 0,18 points pendant cette même période. Enfin, l'*indice de Gini*, autre indice de dispersion sur l'ensemble de la distribution des revenus, baisse, lui aussi, de près de 0,03 points.

La hausse générale des niveaux de vie réunionnais a relevé le niveau du seuil relatif de pauvreté de 26 % entre 1995 et 2001. Il est passé de 3 400 € par unité de consommation à 4 300 € en euros constants de 2001. On observe donc une hausse du niveau de vie de la population la plus démunie. Cependant, la part de ces ménages reste stable avec un taux relatif d'un peu moins de 10 %.

Prestations sociales pour les plus pauvres

Les ménages modestes et démunis (les trois premiers *déciles*) ont connu une forte amélioration de leur niveau de vie : plus de 30 % de croissance, c'est-à-dire presque le double de l'évolution moyenne. Cette hausse est due à l'accroissement moyen de 34 % des prestations sociales, qui constituent la principale ressource pour ces ménages. Cette augmentation est surtout due au relèvement des montants de deux des principales prestations : hausse de moitié pour les aides au logement et d'un tiers en moyenne pour les bénéficiaires du RMI. Ces revenus de transferts représentent près des trois quarts du revenu total par unité de consommation du premier décile et encore 43 % pour le troisième décile.

Salaires pour les catégories moyennes

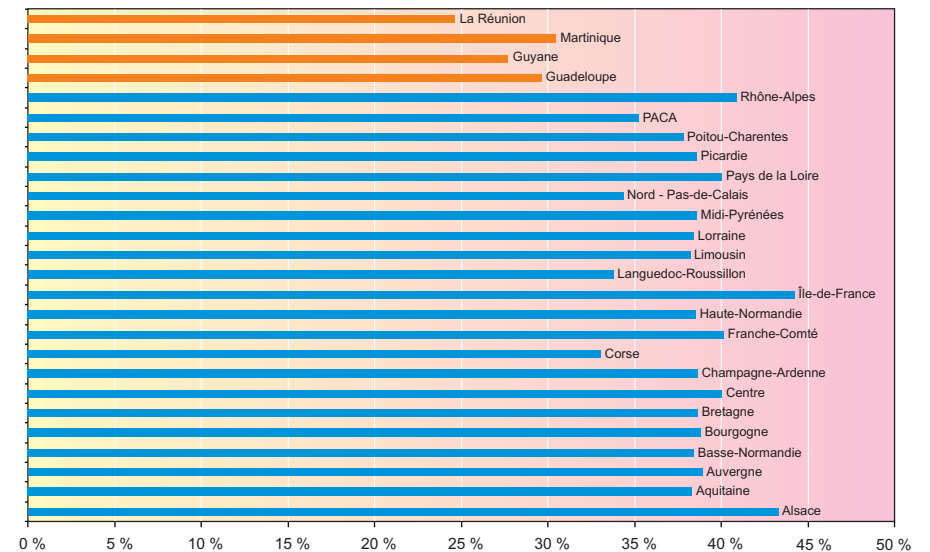
Les ménages situés au milieu de l'échelle des revenus, c'est-à-dire entre le 4^e et le 7^e décile, ne sont pas en reste non plus. Leur niveau de vie est en hausse de 17 % (pour le 7^e décile) à 27 % (pour le 4^e décile). Tout comme les ménages les plus pauvres, ils bénéficient de la hausse des prestations sociales. Toutefois celles-ci ne sont pas leur principale ressource. Elles restent tout de même une source de revenus non négligeable (de 17 % à 37 % du revenu total par unité de consommation). La hausse des retraites contribue aussi à cette croissance, en particulier pour le 4^e et 5^e décile où cette ressource représente environ un cinquième du revenu total par unité de consommation. Les générations qui arrivent aujourd'hui à l'âge de la retraite peuvent en effet justifier d'une carrière complète plus souvent que les précédentes.

Les revenus d'activité restent prépondérants (de 37 % à 47 % du revenu total par unité de consommation) pour ces catégories de ménages. La forte revalorisation du SMIC sur la période 1995-2001 d'une part, et, la progression de l'emploi de 1998 à 2000 d'autre part, expliquent donc pour partie l'élévation du niveau de vie des catégories médianes. En effet, la fin de l'alignement du SMIC réunionnais sur celui de métropole en janvier 1996, a conduit à une hausse de 14 % du salaire minimum en 1995. De 1996 à 2001, le SMIC a connu une progression supplémentaire de 18 %. En outre, la proportion de ménages disposant d'un revenu d'activité a augmenté au sein des déciles médians, alors qu'elle s'est réduite pour les autres déciles.

Les ménages les plus aisés, c'est-à-dire en haut de la distribution (8^e, 9^e et 10^e déciles) connaissent une moindre progression de leur niveau de vie par rapport au reste de la population. Les revenus d'activité sont leur principale ressource. Cela représente environ les trois quarts de leur revenu total par unité de consommation.

Il résulte de ces évolutions une réduction d'ensemble des disparités de revenus. La courbe de concentration des revenus des ménages par unité de consommation, appelée *courbe de Lorenz*, montre que les 10 % des ménages les plus aisés perçoivent environ 30 % des revenus totaux par unité de consommation, soit deux points de moins par rapport à 1995. Dans le même temps, les 30 % des ménages les plus pauvres ne se partagent environ que 12 % du total des revenus par unité de consommation, soit 1 % de plus du revenu total par rapport à 1995.

Graphique 22 : Proportion des actifs occupés dans la population par région française en 1999



Source : INSEE - recensement de 1999.

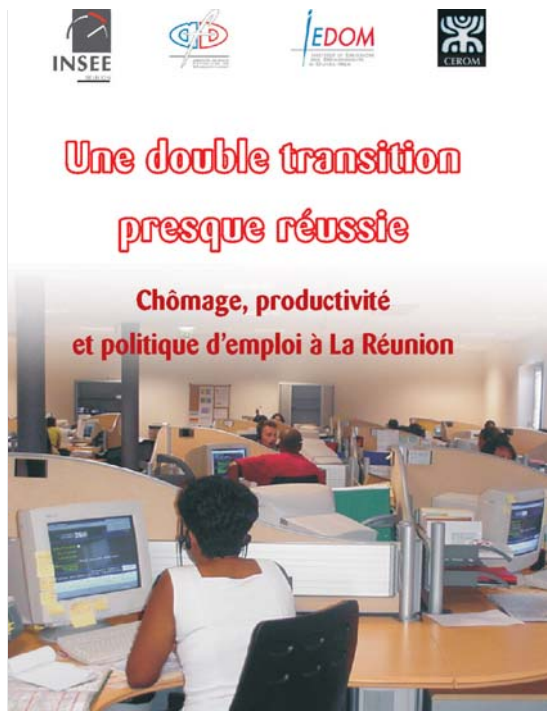
Ce taux est inférieur de 10 à 20 points à celui des régions métropolitaines, mais aussi nettement en dessous de celui des autres Dom. Il explique naturellement le poids particulièrement élevé des transferts sociaux de solidarité.

Les revenus d'activité sont proportionnellement plus élevés à La Réunion que dans bien des régions françaises²⁶. Ce n'est pas le niveau des revenus de transfert qui est préoccupant, c'est leur cause. Plutôt que d'équilibrer les reve-

nus entre générations, ces transferts équilibrent les revenus entre ceux qui ont accès au marché du travail et ceux qui y sont mal ou pas insérés. Si l'exclusion du marché du travail diminue dans l'avenir en phase avec le vieillissement de la population réunionnaise et la croissance de l'économie²⁷, on peut alors imaginer une transition des revenus de transferts sans bouleversement de la structure globale des revenus.

²⁶ Ils ne représentent par exemple que 65 % du revenu disponibles des ménages dans le Limousin, soit 10 points de moins qu'à La Réunion.

²⁷ La croissance nécessaire pour stabiliser le chômage se situerait entre 3 % et 4 % pour les années 2010 à 2020 (cf. "Une double transition presque réussie - Chômage, productivité et politique d'emploi à La Réunion", Insee, AFD, IEDOM, octobre 2004).



Comment expliquer qu'un tiers de la population active de La Réunion soit au chômage alors que l'île a connu au cours des trente dernières années un croissance digne d'une économie émergente ? Comment comprendre le retournement historique de la courbe du chômage à la fin des années 1990 après plusieurs décennies de dégradation ininterrompue ?

La Réunion a presque réussi sa "double transition démographique et économique" : une petite société traditionnelle dominée par la filière sucrière s'est transformée en une économie moderne de services. Mais cette mutation a généré un coût considérable en terme de chômage. Dynamique de population et gains de productivité se sont conjugués pour déséquilibrer durablement le marché de l'emploi.

L'île est désormais entrée dans une nouvelle phase de sa transition avec un marché de l'emploi plus réactif à la conjoncture. Le recul du chômage reste un objectif ambitieux mais désormais accessible.

48 pages - 12 €

Disponible à l'INSEE de La Réunion



INSEE

Direction Régionale de La Réunion
10, rue Demarne
B.P. 13
97408 Saint-Denis Messag Cédex 9

www.insee.fr/reunion



IEDOM

4, rue de la Compagnie
97400 Saint-Denis

www.iedom.fr/



AFD

44, rue Jean Cocteau
97490 Sainte-Clotilde

www.afd.fr

Directeur de la publication : Jean Gaillard

Rédacteur : J-D. Naudet (AFD),
N. Actif, N. Jourdan, C. Parain (INSEE)

Ont également collaboré à cette étude :

INSEE : J. Gaillard, A. Gautier

IEDOM : F. Dallier, M-A. Leclercq

AFD : P. Peaucellier

Fabrication : M-A. Thazar (INSEE)

Impression : Imprimerie Scanner

En couverture :

Maquette : M-A. Thazar

Photo : IPR

Dépôt légal : 1870 - novembre 2005

© INSEE 2005